

**Les travailleurs sociaux face à l'invisibilité des victimes de la
traite d'êtres humains en Suisse.**

***Les méthodes et outils des professionnels pour identifier et accompagner
les victimes.***

Réalisé par :

OLIVEIRA PINHO Stefan Xavier

Promotion TS AS 16

Sous la direction de :

Mme DÉLEZ Marie-Luce

Sierre, lundi, 2 décembre 2019

Mots-clés

Traite d'êtres humains, TEH, identification victimes, sensibilisation, formation, accompagnement victimes.

Remerciements

Je tiens à remercier les divers professionnels et les diverses professionnelles qui ont accepté de me soutenir à la réalisation de ce travail à l'initiation é la recherche par leur engagement à répondre à mes questions et par leur disponibilité.

Je tiens également à remercier ma directrice de Travail de Bachelor qui m'a accompagné dans ce processus d'apprentissage.

Signature de l'auteur :

Les opinions émises dans ce travail n'engagent que moi-même. Je certifie avoir personnellement écrit ce Travail de Bachelor et ne pas avoir eu recours à d'autres sources que celles référencées. Tous les emprunts faits à d'autres auteur-e-s, que ce soit par citations ou paraphrases, sont clairement indiqués. Le présent travail n'a pas été utilisé dans une forme identique ou similaire dans le cadre de travaux à rendre durant les études. J'assure avoir respecté les principes éthiques tels que présentés dans le Code éthique de la recherche. Finalement, je certifie que le nombre de signes de ce document (corps de texte, sans les espaces) 96'128 signes correspond aux normes en vigueur.

Note :

Pour faciliter la lecture de ce travail, l'utilisation du genre masculin a été utilisée comme représentant des deux genres. Cela n'a aucune intention discriminatoire.

Résumé

Actuellement, en Suisse, il n'existe pas une procédure structurée permettant d'identifier les victimes de traite d'êtres humains (TEH). Cela a permis de diriger ce travail d'initiation à la recherche à prendre connaissance et analyser les méthodes et outils des intervenants sociaux à identifier les victimes de TEH afin de les accompagner et les encourager à sortir de ce trafic.

La TEH est la troisième forme de trafic la plus répandue au monde. Elle générerait environ 150 milliards de dollars de chiffres d'affaires par année et toucherait approximativement 21 millions de personnes dans le monde, en particulier des femmes et des enfants. Les trafiquants d'êtres humains profitent de la situation souvent précaire de leurs victimes et utilisent leur vulnérabilité pour les faire entrer sur un territoire de manière légale ou illégale. En 2018, en Suisse, 85 infractions ont été saisies par les forces de l'ordre et 186 consultations auprès des Centres LAVI ont eu lieu. Cela met en évidence que la TEH est un problème bien réel en Suisse.

La TEH peut se présenter sous différentes formes : exploitation sexuelle, exploitation à des fins de travail forcé et trafic d'organes.

Les victimes de TEH sont des personnes privées de leur liberté, car elles sont la propriété exploitable et négociable d'une autre personne. Les victimes sont considérées comme un bien matériel. Pour qu'un acte soit caractérisé comme de la TEH, il faut la présence de trois éléments réunis. Il s'agit d'une action (recrutement, accueil, hébergement, etc.), d'un moyen (exploitation sexuelle, servitude, etc.) et d'un but (menace, abus de pouvoir, escroquerie, etc.). Pour les personnes mineures, la caractéristique « moyens » n'est pas prise en considération.

Les trafiquants utilisent souvent des moyens tels que les loverboys, la réquisition des papiers de séjour, ou de fausses infos relatives à l'emploi pour exploiter les personnes.

Pour lutter contre ce trafic, la Suisse a différentes bases légales pour protéger les victimes de TEH et leur apporter assistance. De plus, elle compte avec l'appui d'associations et d'organisations non gouvernementales qui mettent en place des accompagnements pour les victimes, des hébergements, des actions de sensibilisation et des formations.

La principale problématique pour lutter contre la TEH est la difficulté à identifier les victimes de TEH, car ce trafic se passe dans la clandestinité et il est nécessaire d'avoir des compétences spécifiques pour pouvoir identifier les victimes. L'identification de ces victimes est essentielle, car dans le cas contraire, elles n'ont pas le droit à une protection ni à un accompagnement adéquat en fonction de l'atteinte dont elles sont victimes. La non-identification peut engendrer des traitements et des procédures inadéquates, tels que considérer la personne victime de TEH comme un délinquant ou un migrant en situation irrégulière.

Les intervenantes sociales en Suisse et au Portugal participant à cette recherche ont mis en évidence l'importance de formations ou des actions de sensibilisation à la TEH afin d'augmenter la visibilité de ce trafic et de permettre un accompagnement adapté des victimes de TEH. Pour identifier et accompagner les victimes de TEH différents outils ont été mis en place en Suisse et en Europe. Cependant, un certain nombre d'enjeux et de limites apparaissent dans le quotidien des professionnelles qui œuvrent dans la protection de ces victimes.

Table des matières :

Introduction	8
Choix du sujet.....	8
Motivations à travailler sur la traite d'êtres humains	9
1. Problématique	9
1.1. Hypothèse.....	10
1.2. Objectifs de recherche	10
2. Traite d'êtres humains ou esclavage moderne	11
2.1. Quelques chiffres internationaux	11
2.2. Quelques chiffres suisses.....	12
2.3. Origine des victimes en Europe.....	13
2.4. Différence entre la traite d'êtres humains et le trafic de migrants.....	13
2.5. Éléments facilitant la traite d'êtres humains.....	13
2.6. Définition de la traite d'êtres humains au niveau international	14
2.6.1. Caractéristiques de la traite d'êtres humains.....	15
2.6.2. Exemple de traite d'êtres humains	16
2.7. Définition de la traite d'êtres humains en Suisse	16
2.7.1. Exploitation sexuelle.....	17
2.7.2. Exploitation à des fins de travail forcé	17
2.7.3. Trafic d'organes	18
2.8. Moyens utilisés par les trafiquants.....	18
2.8.1. Loverboys	19
2.8.2. Entrée sur le territoire et réquisition des papiers de séjour	19
2.8.3. Fausses informations relatives à un emploi.....	19
3. La Suisse face à la traite d'êtres humains.....	20
3.1. Bases légales concernant la victime.....	20
3.1.1. Protection des victimes contre une sanction.....	20
3.1.2. Assistance aux victimes par les Centres LAVI.....	21
3.1.2.1. Droit à propos de l'indemnisation pour les victimes	21
3.1.2.2. Droit à propos de l'autorisation de séjour pour les victimes	21
3.1.2.3. Démarches concernant le séjour des victimes	22
3.1.2.4. Modalités de retour	22
3.1.3. Bases légales concernant le trafiquant.....	23
3.2. Structures pour lutter contre la traite d'êtres humains.....	23
3.3. Structures pour protéger les droits des victimes	25
3.3.1. Orientation des victimes vers les structures spécialisées	25
3.3.2. Rôle des centres spécialisés	26

3.4.	Mesures au niveau des frontières suisses	26
3.5.	Projets visibilisant la traite d'êtres humains	27
3.5.1.	Campagne Euro 08	27
3.5.2.	Conférence mondiale d'Interpol.....	28
3.5.3.	Journée de la TEH	28
3.5.4.	Sensibilisations dans le domaine médical	28
3.5.5.	Formation des professionnels	28
4.	Identification des victimes de traite d'êtres humains et les travailleurs sociaux ...	29
4.1.	Difficultés à identifier les victimes de traite d'êtres humains	29
4.2.	Définition du travail social.....	30
4.3.	Outils pour identifier les victimes de traite d'êtres humains.....	31
4.4.	Posture du professionnel pour identifier et accompagner	32
4.5.	Les conséquences de la non-identification	33
5.	Intervenants sociaux face à la TEH.....	34
5.1.	Échantillon	34
5.2.	Éthique et déontologie de la recherche	35
5.3.	Entretien semi-directif.....	36
5.4.	Méthode d'analyse	36
6.	Résultats de la recherche	37
6.1.	Connaissances concernant la TEH	37
6.2.	Visibilité des victimes de TEH grâce à la sensibilisation et à la formation des professionnels	38
6.3.	Tâches des professionnels pour lutter contre ce trafic.....	39
6.4.	Non-formation spécifique des professionnels identifiant et accompagnant les victimes de TEH	40
6.5.	Postures utilisées pour identifier et accompagner une victime de TEH.....	41
6.6.	Outils pour identifier et pour accompagner les victimes de TEH	42
6.7.	Enjeux rencontrés par les travailleurs sociaux.....	42
6.7.1.	Uniformisation des pratiques	42
6.7.2.	Méfiance des victimes de TEH	43
6.7.3.	Inégalités de traitement	43
6.7.4.	Processus de réintégration des victimes de TEH	44
6.7.5.	Limites de la protection	45
7.	Vérification de l'hypothèse	45
8.	Réponse à la question de recherche	46
9.	Conclusion.....	47
9.1.	Posture critique	47
9.2.	Apprentissages	48

Bibliographie	49
Bases légales internationales	49
Bases légales suisses.....	50
Autres références bibliographies.....	51

Liste des annexes :

- Annexe 1 : Descriptif du projet d'akto concernant le Centre d'hébergement et protection pour enfants victimes de traite d'êtres humains
- Annexe 2 : Notes d'entretien informel exploratoire avec ancienne juriste du Centre Social Protestant de Genève
- Annexe 3 : Liste des pays internationaux participants à l'étude
- Annexe 4 : Processus de conduite « Competo »
- Annexe 5 : Liste des organisations spécialisées en Suisse romande
- Annexe 6 : Liste de la coalition et des membres participant à la campagne Euro 08
- Annexe 7 : Liste d'identification
- Annexe 8 : Grille d'entretien
- Annexe 9 : Certificat de consentement
- Annexe 10 : Certificat de confidentialité

Table des illustrations

Graphique 1 : Total de victimes de TEH détectées entre 2003-2016 (UNODC, 2018)...	11
Graphique 2 : Aide aux victimes de TEH et infractions enregistrées par la police et l'année (OFS, 2018a et b)	12
Illustration 1 : Origines des victimes de TEH en Europe dès 2006 (UNODC, 2018).....	13
Illustration 2 : (Campagne Euro 08 contre la traite des femmes, 2008b)	27
Illustration 3 : (La Suisse contre la traite des êtres humains, 2017b)	28
Schéma 1 : Différence entre la traite d'êtres humains d'adultes et de mineurs (Pinho, 2019).....	15
Schéma 2 : Dispositif de protection pour les victimes de la traite des personnes : proposition d'un schéma (CDAS, 2007)	24

Liste des abréviations :

ACPJS	= Association des chefs de police judiciaire suisse
APEA	= Autorité de protection de l'enfant et de l'adulte en Suisse
CIG	= Commission de la Citoyenneté et Égalité de Genre à Coimbra, Portugal
CP	= Code pénal suisse du 21 décembre 1937
CPP	= Code de procédure pénale suisse du 5 octobre 2007
CSP	= Centre social protestant de Genève
DFJP	= Département fédéral de justice et police à Berne
Fedpol	= Office fédéral de la police suisse à Berne
FIZ	= Centre d'assistance aux migrantes et aux victimes de la traite des femmes à Zurich
FP1	= Formation pratique numéro une auprès d'Akto – Human Rights and Democracy à Coimbra, Portugal
GRETA	= Groupe d'experts sur la lutte contre la traite d'êtres humains, siégé à Strasbourg, France
LAVI	= Loi fédérale Suisse sur l'aide aux victimes d'infractions du 23 mars 2007
LEtr	= Loi fédérale Suisse sur les étrangers du 16 décembre 2005
ONG	= Organisation non gouvernementale
ONGD	= Organisation non gouvernementale pour le développement
ONU	= Organisation des Nations Unies
OPE	= Office de protection de l'enfance en Suisse
PAN	= Plan d'action national Suisse
SCOTT	= Service de coordination contre la traite d'êtres humains et le trafic de migrants en Suisse
SPJ	= Service de protection de la jeunesse dans le canton de Fribourg et Vaud
TEH	= Traite d'êtres humains

Introduction

Dans un premier temps, ce Travail de Bachelor présente mes différentes motivations qui m'ont permis de commencer ce processus d'initiation à la recherche sur une problématique en lien avec la traite d'êtres humains (TEH). En effet, ce travail d'initiation à la recherche s'est intéressé sur une problématique en lien avec la TEH et sur une question en particulier : « *De quelle manière les travailleurs sociaux identifient-ils les victimes de traite d'êtres humains et que font-ils pour les encourager à s'en sortir* ».

Ensuite, ce travail de recherche s'intéresse à la TEH au niveau international et au niveau national à l'aide de quelques chiffres, de bases légales, et les moyens utilisés par les trafiquants. Puis, ce travail se penche sur la Suisse face à la TEH et met en évidence différentes bases légales ainsi que les structures pour contrer la TEH, les structures et les bases légales pour protéger les droits des victimes et les projets mis en place pour rendre visible cette problématique.

Différentes questions liées à l'identification de la TEH ainsi qu'à la place du travailleur social dans cette invisibilité sont présentes, ainsi que la méthodologie de recherche utilisée. Pour terminer, la troisième partie de ce travail présente les résultats de la recherche concernant la question de recherche ainsi qu'une conclusion.

Choix du sujet

Le sujet de la traite d'êtres humains (TEH) m'a séduit à la suite de ma formation pratique n°1 (FP1) effectuée en deuxième année en Travail Social, orientation service social, à la Haute école de Travail social à Sierre (HES). Cette FP1 s'est déroulée au Portugal, à Coimbra, dans une organisation non gouvernementale pour le développement (ONGD) spécialisée dans le domaine des droits de la personne et dans le domaine de la TEH, ainsi que dans celui des problématiques liées au genre.

Tout au long de cette expérience pratique, mes collègues m'ont fait découvrir leurs différentes expériences professionnelles en tant que travailleuses sociales dans un centre d'accueil pour hommes victimes de la TEH qu'elles avaient elles-mêmes créé en 2013. De plus, l'ONGD dans laquelle j'ai fait mon expérience pratique offrait des formations sur l'identification de la TEH à des professionnels de différents corps de métiers pouvant être en lien avec des victimes de la TEH.

Les témoignages racontés par mes collègues de travail ainsi que la formation « Human Rights Education for Legal Professionals course on combating trafficking in human beings (and protecting) its victims » que j'ai entreprise lors de mon stage ont suscité mon intérêt pour le sujet. Il s'agit d'un cyberapprentissage offert par le Conseil de l'Europe (CoE) que j'ai achevé pendant la période de stage. C'était une formation en matière de droits de l'homme sur la lutte contre la TEH et la protection de ses victimes. Mais c'est plus véritablement le manque de discussion sur cette thématique dans le domaine qu'est le Travail Social qui m'a amené à être intéressé au phénomène de la TEH.

Pendant ma période de formation, mes collègues ont déposé un projet (annexe 1) concernant un nouveau centre d'accueil pour enfants victimes de la TEH à la Commission de la Citoyenneté et Égalité de Genre à Coimbra (CIG), projet qui a été accepté quelques semaines avant mon retour en Suisse. L'idée de ce projet était de répondre aux recommandations du groupe d'experts sur la lutte contre la TEH

(GRETA) concernant le besoin d'accueillir et d'accompagner un certain nombre d'enfants identifiés comme victimes de la TEH au Portugal.

Motivations à travailler sur la traite d'êtres humains

La motivation à rédiger mon Travail de Bachelor sur cette thématique vient de ma prise de conscience à la suite de mon stage, d'un manque de discussion concernant ce sujet au sein de ma formation ainsi que dans le quotidien de la société civile. Pourtant, d'après les différents échanges que j'ai eus avec des professionnels du milieu, au Portugal et avec une professionnelle du Centre Social Protestant (CSP) à Genève (annexe 2), toute la société devrait être consciente de ce phénomène et capable de pouvoir l'identifier afin de protéger les victimes de TEH qui ne sont pas respectées dans leur intégralité, et surtout dans leurs droits. C'est une situation très désavantageuse pour ces individus qu'il est possible d'atténuer, voire de faire disparaître.

J'ai pu constater en discutant avec des amis et des collègues de formation que la TEH était quelque chose de lointain en Suisse. Par exemple, plusieurs amis et collègues de formation m'ont demandé si cela existait en Suisse. Cela m'a donné l'impression que la majorité des personnes pensaient que cette problématique n'existait pas en Suisse. À la suite de mes recherches sur le thème de la TEH et aux discussions avec mes amis et mes collègues de formation, j'ai pu constater qu'il existe différentes idées sur le sujet de la TEH au sein de la population suisse. Un premier de ces préjugés est de penser que les personnes qui se prostituaient déjà dans leurs pays d'origine ne peuvent pas être des victimes d'exploitation sexuelle en Suisse, car elles effectuaient déjà ce métier dans leur pays. La population a tendance à croire qu'une victime de TEH ne l'est uniquement que lorsqu'il y a des signes visibles de violence physique. De plus, la société a tendance à considérer qu'une situation d'exploitation n'est pas valable lorsque le salaire perçu est supérieur à celui que les personnes recevraient dans leur pays d'origine. C'est ce genre d'idées reçues et cette méconnaissance de la problématique qui m'ont motivé à élargir ma compréhension à propos de ce sujet et à m'activer socialement pour cette problématique (SCOTT, 2014).

1.Problématique

Actuellement, en Suisse, il n'existe pas une procédure structurée permettant d'identifier les victimes de TEH (OSAR, 2019). Selon les experts, seul 1% des situations sont connues de la police (SCOTT, 2016). L'identification des victimes est une étude très complexe, car cela a lieu dans la clandestinité. Les trafiquants mettent en place des stratégies pour dissimuler les situations d'exploitation ou pour faire passer ces situations d'exploitation pour des activités licites. Ces stratégies ont comme conséquence que la TEH passe inaperçue dans notre société et se maintient invisible, car les victimes ne sont pas contraintes physiquement par un enchaînement ou un emprisonnement, par exemple. Dans cette logique d'invisibilité, il est très difficile de savoir si une personne est victime de TEH. De plus, la diversité des victimes, des différents types de TEH ainsi que l'itinérance des personnes victimes rend l'identification extrêmement difficile. L'itinérance signifie que les victimes restent qu'une courte période en Suisse, ou du moins dans un même canton, ce qui permet d'éviter des soupçons de la part de la police ou des organisations spécialisées (Boschetti & Nicol, 2017).

Ces différentes difficultés à identifier les victimes de TEH m'ont questionné sur les conséquences qu'une non-identification pourrait avoir sur une victime de TEH. Les victimes sont constamment sous contrainte psychologique par leur trafiquant, ce qui engendre des conséquences biopsychosociales significatives (Boschetti & Nicol, 2017).

En l'absence de procédure structurée permettant d'identifier les victimes de TEH en Suisse et aux conséquences que cela peut engendrer pour ces personnes, je me suis dirigé vers la question de recherche suivante :

« De quelle manière les travailleurs sociaux identifient-ils les victimes de traite d'êtres humains et que font-ils pour les encourager à s'en sortir ? »

1.1. Hypothèse

Pour donner suite aux apports théoriques, la principale hypothèse de recherche à vérifier sur le terrain est :

« Les travailleurs sociaux ont des méthodes et des outils propres à leur pratique pour identifier les victimes de traite d'êtres humains ».

1.2. Objectifs de recherche

Les principaux objectifs de ce Travail de Bachelor sont d'adopter une posture de recherche en suivant une démarche méthodologique appropriée. Parallèlement à cela, j'ai comme but d'acquérir de nouvelles connaissances concernant cette problématique, principalement sur l'identification et l'intervention des professionnels auprès des victimes de la TEH. Pour ce faire, je veux comprendre la TEH dans le contexte suisse ainsi que les conséquences que la TEH peut avoir pour ses victimes et comment le travailleur social identifie les victimes de TEH.

Pour ce faire, j'ai mis en place quelques points pertinents à traiter pour cette recherche :

1. Développer des connaissances sur TEH et plus spécifiquement sur la TEH en Suisse ;
2. Avoir une connaissance des politiques, des mesures, des bases légales et des outils existants concernant la TEH, principalement ceux concernant la Suisse ;
3. Prendre connaissance de la méthode utilisée par les travailleurs sociaux pour identifier les victimes de TEH ;
4. Prendre connaissance des principaux enjeux que rencontrent les travailleurs sociaux concernant cette identification dans leur pratique.

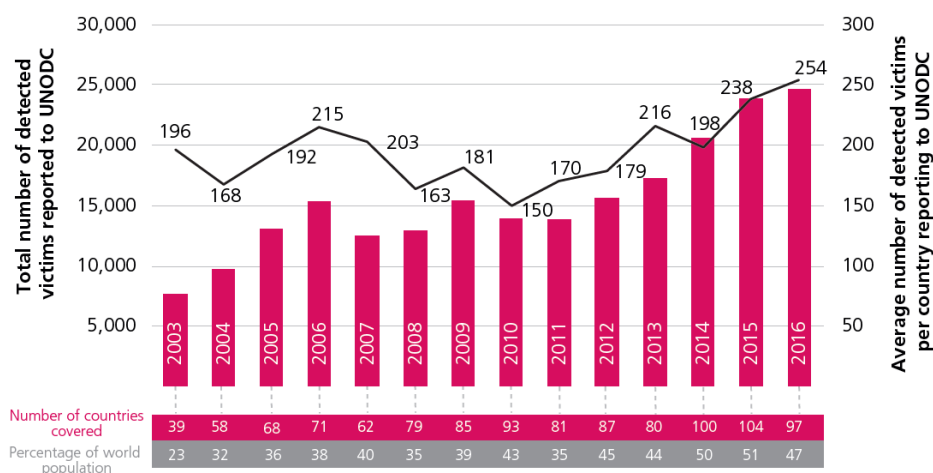
2. Traite d'êtres humains ou esclavage moderne

Dans ce chapitre, la TEH est présentée au niveau international et au niveau national à l'aide de statistiques et de définitions accompagnées de bases légales. De plus, afin de mieux comprendre la TEH, cette recherche s'intéresse à l'origine des victimes de TEH, des différences entre le trafic de migrants et la traite et des différents éléments qui facilitent la TEH. Dans cette perspective d'approfondissement et de compréhension, différents exemples sont présentés afin de permettre de comprendre au mieux la TEH.

2.1. Quelques chiffres internationaux

D'après les statistiques de 2013 de l'Organisation des Nations Unies (ONU), la TEH est la troisième forme de trafic la plus répandue au monde, après le trafic de drogues et celui des armes. Elle générerait environ 150 milliards de dollars de chiffres d'affaires par année, rien que pour l'exploitation par la force de travail d'après l'Organisation Internationale du Travail (Ministère des Affaires étrangères, 2013).

Ce trafic toucherait approximativement 21 millions de personnes dans le monde, en particulier des femmes et des enfants. Le graphique ci-dessous, tiré du *Global Report on Trafficking in persons 2018* démontre que la TEH est un phénomène de plus en plus identifié dans le monde. En effet, de plus en plus de victimes de TEH sont détectées en Europe, en Asie, en Amérique du Nord, du Sud et en Afrique (annexe 3). Cela se produit, car les trafiquants d'êtres humains profitent de la situation souvent précaire de leurs victimes et utilisent leur vulnérabilité pour les faire entrer sur un territoire de manière légale ou illégale. Ils profitent pour mettre ces personnes dans des situations de dépendance financière ou autres dépendances et peuvent ensuite les exploiter. En Europe de l'Ouest et en Europe Centrale, la plupart des victimes connues de la TEH sont des femmes et enfants de sexe féminin, car l'exploitation sexuelle est un des trafics les plus rentables. Ces femmes et enfants de sexe féminin sont le plus souvent forcés à se prostituer. Parmi les victimes de la TEH en Suisse se trouvent des enfants de tout âge et sexe, ainsi que des adultes, des hommes ou des femmes, de nationalité suisse ou de nationalité étrangère (SCOTT & OFP, 2005 et UNODC, 2014).

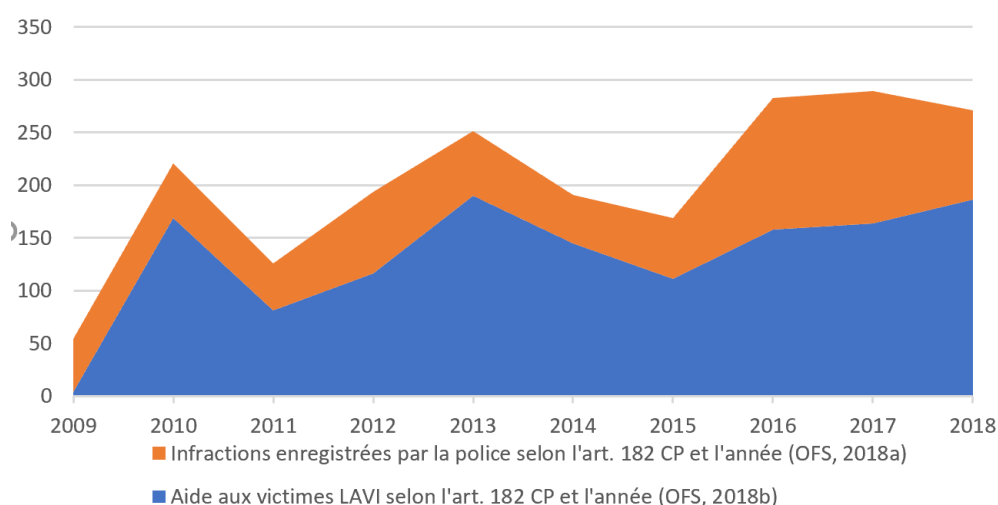


Graphique 1 : Total de victimes de TEH détectées entre 2003-2016 (UNODC, 2018)

2.2. Quelques chiffres suisses

En Suisse, la loi fédérale sur l'aide aux victimes d'infractions (LAVI) constitue la base légale de l'aide aux victimes et aussi de subventionnement pour des ONG. À la suite de l'entrée en vigueur de la révision de la LAVI en 2009 et à l'instauration du recueil des données concernant les victimes de TEH, une forte augmentation des statistiques a fait son apparition. Cependant très peu de cas de TEH en Suisse cheminent jusqu'au tribunal (Kernen V., 2011).

	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Aide aux victimes LAVI selon l'art. 182 CP et l'année (OFS, 2018b)	4	169	81	116	190	145	111	158	164	186
Infractions enregistrées par la police selon l'art. 182 CP et l'année (OFS, 2018a)	50	52	45	78	61	46	58	125	125	85



Graphique 2 : Aide aux victimes de TEH et infractions enregistrées par la police et l'année (OFS, 2018a et b)

D'après les statistiques du graphique 2, 85 infractions ont été saisies par les forces de l'ordre pour l'année 2018. Toujours pour l'année 2018, 186 consultations auprès des Centres LAVI ont eu lieu concernant la TEH. Cela met en évidence que la TEH est un problème bien réel en Suisse. Cependant, le SCOTT est convaincu que les structures mises en place en Suisse ne sont pas en mesure de détecter les victimes de traite de manière exhaustive, ce qui empêche d'avoir des statistiques précises et systématiques de la TEH. Une autre cause à cette non-exhaustivité est la méconnaissance du phénomène par la justice. Les magistrats ont tendance à sous-exploiter les articles de loi spécifiques à la TEH, en utilisant d'autres types d'infractions tels que l'usure, la contrainte ou l'infraction à la loi sur les étrangers, principalement dans l'exploitation par la force de travail par exemple (Kernen V., 2011).

2.3. Origine des victimes en Europe

L'origine des victimes de TEH qui se trouvent en Europe est principalement de l'Europe de l'Est et de l'ouest d'Afrique, comme le démontre l'illustration ci-dessous.

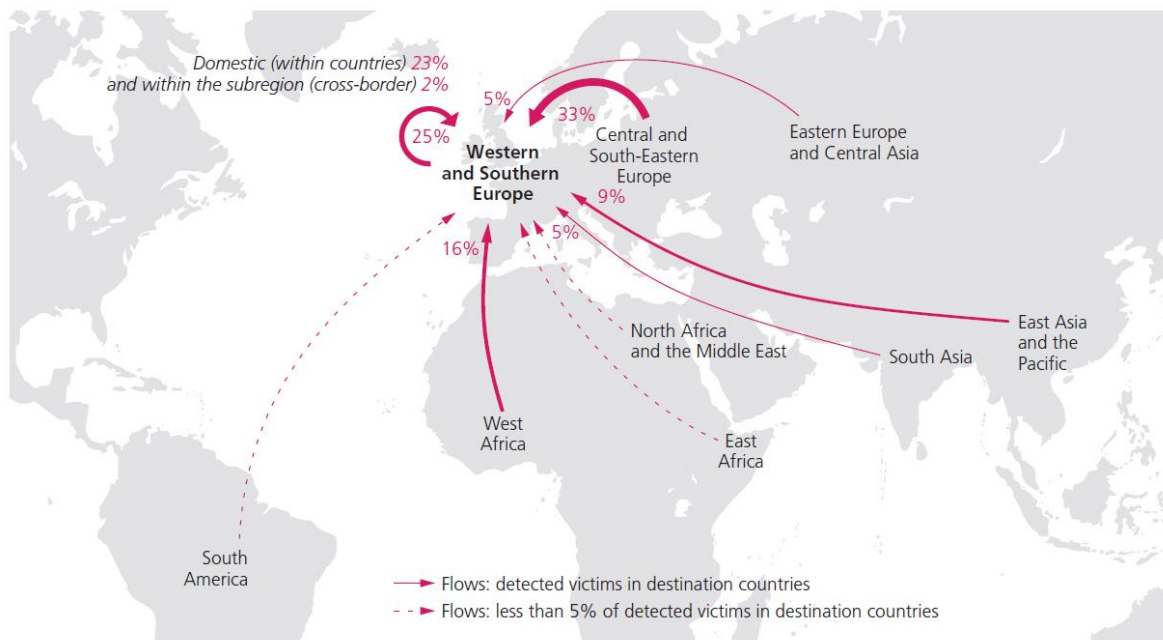


Illustration 1 : Origines des victimes de TEH en Europe dès 2006 (UNODC, 2018)

Comme nous pouvons observer sur la carte ci-dessus, la TEH est souvent liée au phénomène de la migration et s'organise généralement des pays pauvres vers les pays riches. Le flux de réfugiés ainsi que les mouvements migratoires sont problématiques, car un grand nombre d'individus s'endette et se doit de rembourser les passeurs (SCOTT, 2016).

2.4. Différence entre la traite d'êtres humains et le trafic de migrants

Il est important de faire une différence entre la TEH et le trafic de migrants (smuggling). Ces deux phénomènes sont liés puisque les personnes concernées empruntent les mêmes itinéraires et que les causes de leur départ sont généralement les mêmes. **La principale différence entre la TEH et le trafic de migrants réside dans le but des trafiquants de migrants et des trafiquants d'êtres humains.** Il n'y a, entre le trafiquant de migrants et ses victimes, aucun lien, si ce n'est l'échange d'une somme d'argent pour le voyage effectué. Le trafiquant d'êtres humains va, contrairement au trafiquant de migrants, développer un rapport de dépendance durable et exploiter les individus en profitant d'eux et de leur situation de vulnérabilité (ONU, 2008).

2.5. Éléments facilitant la traite d'êtres humains

La TEH est devenue au fil des années un « business model » comme nous le démontre le rapport annuel de la TEH publié par le Centre fédéral Migration MYRIA. Ce rapport met en évidence différentes stratégies utilisées par les trafiquants d'êtres humains, des stratégies qui leur permettent de maintenir ce trafic dans l'invisibilité et de faire d'importants chiffres d'affaires et de nombreuses victimes (Centre fédéral Migration MYRIA, 2018).

Grâce aux accords bilatéraux tels que les accords de l'Union européenne et les accords sur la libre circulation des personnes, les ressortissants des États membres peuvent se déplacer légalement dans les pays qui ont signé ces accords. Cela signifie que ces personnes échappent aux contrôles d'identification effectués par les forces de l'ordre ce qui simplifie la TEH (Centre fédéral Migration MYRIA, 2018).

Un autre élément facilite le travail des trafiquants d'êtres humains : les sociétés de transfert d'argent qui permettent de ne pas laisser de traces. De plus, les trafiquants investissent l'argent gagné par l'exploitation d'êtres humains dans des sociétés, telles que des restaurants, ou des salons de massages ou de coiffures pour blanchir leur argent. En outre, ils finissent par utiliser ces sociétés pour exploiter des individus (Centre fédéral Migration MYRIA, 2018).

Grâce aux téléphones et à internet, il est plus facile pour les trafiquants d'exercer des moyens de pression sur les victimes et d'organiser, avec les victimes, les points de rencontre pour le voyage du pays d'origine au pays de destination. De plus, les plateformes internet, telles que les sites d'annonces ou de petits emplois permettent aux trafiquants de trouver de nouveaux clients pour leurs victimes ou de nouvelles victimes (Centre fédéral Migration MYRIA, 2018).

2.6. Définition de la traite d'êtres humains au niveau international

Il n'existe pas de distinction entre une personne en situation d'esclavage moderne et une personne en situation de TEH. Les termes juridiques exacts pour décrire ce néo-esclavagisme sont la traite d'êtres humains (TEH).

Dans les deux cas, **les personnes sont privées de leur liberté ; elles sont la propriété exploitable et négociable d'une autre personne, et sont considérées comme un bien matériel** (Organisation Internationale contre l'esclavage moderne, 2018 et Société des Nations, 1926).

La Convention conclue à Varsovie le 16 mai 2005 sur la lutte contre la traite des êtres humains (RS 0.311.543) définit la TEH comme suit :

Art. 4 Convention sur la lutte contre la traite des êtres humains, Définitions

« À L'expression - traite des êtres humains - désigne le recrutement, le transport, le transfert, l'hébergement ou l'accueil de personnes, par la menace de recours ou le recours à la force ou d'autres formes de contrainte, par enlèvement, fraude, tromperie, abus d'autorité ou d'une situation de vulnérabilité, ou par l'offre ou l'acceptation de paiements ou d'avantages pour obtenir le consentement d'une personne ayant autorité sur une autre aux fins d'exploitation. L'exploitation comprend, au minimum, l'exploitation de la prostitution d'autrui ou d'autres formes d'exploitation sexuelle, le travail ou les services forcés, l'esclavage ou les pratiques analogues à l'esclavage, la servitude ou le prélèvement d'organes »

2.6.1. Caractéristiques de la traite d'êtres humains

D'après cette définition, pour qu'un acte soit caractérisé comme de la TEH, il doit y avoir la présence de trois éléments réunis. Il s'agit de l'action (1), du moyen (2) et du but (3). L'action (1) peut être le recrutement, le transfert, l'accueil, ou l'hébergement de personnes. L'exploitation comprend plusieurs catégories telles que l'exploitation sexuelle, l'exploitation de la force de travail ou du prélèvement d'organes. Ces exploitations se font par le biais de moyens (2).

Il faut prendre en considération que même en ayant le consentement des victimes adultes ou des victimes enfants, l'acte commis par le trafiquant est considéré comme de la TEH (Organisation des Nations Unies, 2000 et Dubosson & Berthoud, 2016).

D'après la Convention conclue à Varsovie le 16 mai 2005 sur la lutte contre la TEH, les moyens peuvent être du ressort de la menace, de l'usage de violence, de l'enlèvement, de l'escroquerie, du dol, de l'abus de pouvoir, de l'exploitation de la détresse d'autrui, de l'octroi ou de la réception de paiements ou de privilèges dans le but d'obtenir l'accord d'une personne exerçant de la violence sur une autre et de toutes autres formes de contraintes.

Le but (3), quant à lui, peut être le proxénétisme, l'exploitation sexuelle, le travail forcé, l'esclavage ou des pratiques analogues telles que la servitude, l'obligation à commettre des délits, ou le prélèvement et le trafic d'organes (CIG & OTSH & Euro TrafGuld, 2015 et SCOTT & OFP, 2005 et La Cimade, 2016).

Voilà un petit schéma pour imaginer la TEH et simplifier la compréhension de la définition de la Convention conclue à Varsovie le 16 mai 2005 sur la lutte contre la TEH.

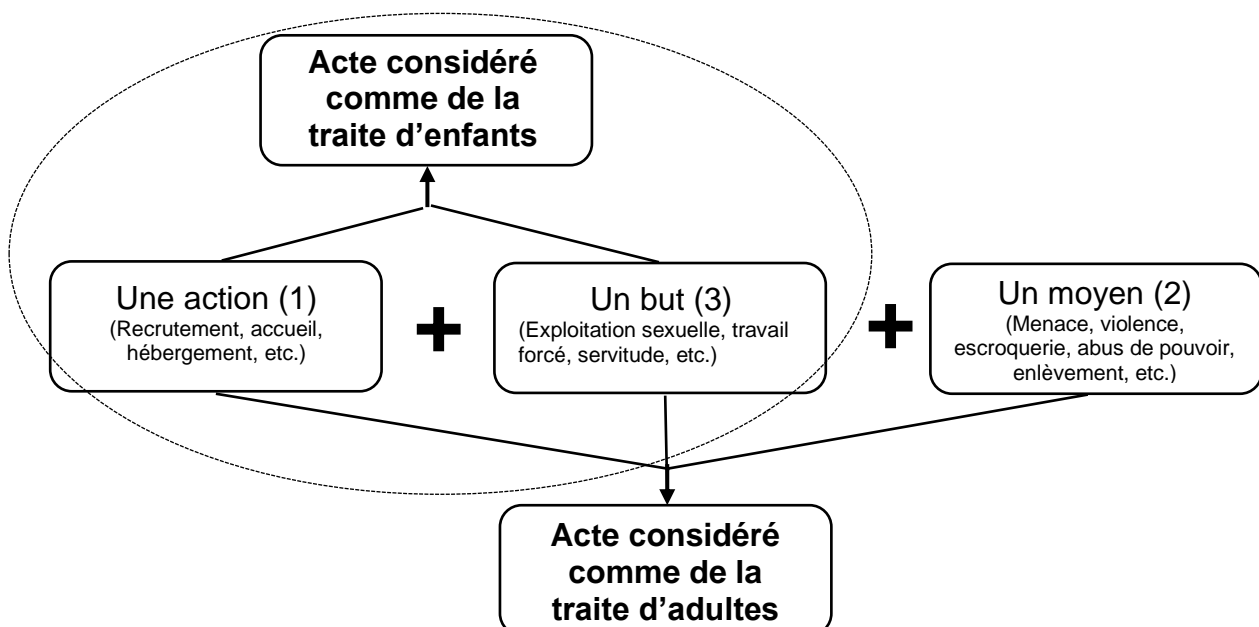


Schéma 1 : Différence entre la traite d'êtres humains d'adultes et de mineurs (Pinho, 2019)

Un acte est considéré comme de la TEH dès le moment où la victime est majeure et qu'elle répond à ces trois critères, **même si la victime est consentante**. Si la victime est un enfant, l'acte est considéré comme de la TEH si l'action (1) et le but (3) sont présents.

2.6.2. Exemple de traite d'êtres humains

Pour imaginer le schéma 1 avec un exemple, voici une histoire véridique mise à disposition par l'Office fédéral de la police (fedpol, 2018b) présentée avec un prénom d'emprunt :

Clara a 19 ans. Elle vit en Roumanie dans des conditions modestes. Un jour, son petit ami la convainc (1) d'aller en Suisse pour se prostituer (3). Il lui dit qu'elle y gagnera 1000 francs par jour, qu'elle pourra ensuite s'acheter une maison en Roumanie et fonder une famille avec lui (2). Tel est le plan de départ. À son arrivée à Lugano, Clara est accueillie par Nora (1). C'est elle qui fournit les clients à Clara, fixe les règles et donne le rythme de travail. Clara lui donne l'argent qu'elle gagne en croyant que Nora le dépose à la banque (3). En réalité, Nora garde l'argent pour elle. Un jour, Nora avoue à Clara être la "vraie" petite amie de son ami roumain (1). À partir de là, le couple contrôle Clara physiquement et psychologiquement (2)

Note : action (1), moyen (2) et but (3).

Mentionnons qu'il est important de prendre en considération que pour les **personnes mineures, la caractéristique « moyens » n'a pas besoin d'être prise en compte** pour être considéré comme de la TEH, c'est-à-dire qu'il n'y a pas besoin d'avoir recours à la menace, ou à la violence par exemple pour que l'acte commis sur ces enfants soit considéré comme de la TEH. En prenant l'exemple précédent, avec Clara, les mêmes actions commises sur elle étant âgée de 16 ans au lieu de 19 ans seraient considérées comme de la TEH même s'il n'y avait pas de moyens (2) (SCOTT & OFP, 2005 et La Cimade, 2016).

Si les conditions de travail ne correspondent pas aux attentes de la victime, et que malgré tout, elle se trouve contrainte à se prostituer ou à exercer un travail, cela est également considéré comme de la TEH.

2.7. Définition de la traite d'êtres humains en Suisse

La définition légale en Suisse de la TEH, se base sur divers articles du Code pénal (CP) suisse du 21 décembre 1937 :

Art. 182 CP, Traite d'êtres humains

« 1 Celui qui, en qualité d'offreur, d'intermédiaire ou d'acquéreur, se livre à la traite d'un être humain à des fins d'exploitation sexuelle, d'exploitation de son travail ou en vue du prélèvement d'un organe, est puni d'une peine privative de liberté ou d'une peine pécuniaire. Le fait de recruter une personne à ces fins est assimilé à la traite.

2 Si la victime est mineure ou si l'auteur fait métier de la traite d'êtres humains, la peine est une peine privative de liberté d'un an au moins.

3 Dans tous les cas, l'auteur est aussi puni d'une peine pécuniaire.

4 Est également punissable celui qui commet l'infraction à l'étranger. »

Comme le mentionne cette définition, la traite d'êtres humains peut se présenter sous différentes formes :

- Exploitation sexuelle ;
- Exploitation à des fins de travail forcé ;
- Trafic d'organes.

2.7.1. Exploitation sexuelle

La forme de TEH la plus connue en Suisse est celle de l'exploitation sexuelle. L'article 195 CP définit l'exploitation de l'activité sexuelle adaptée à la définition internationale présente dans le protocole de Palerme.

Code pénal suisse du 21 décembre 1937

Art. 195 CP, Exploitation de l'activité sexuelle, Encouragement à la prostitution
« Est puni d'une peine privative de liberté de dix ans au plus ou d'une peine pécuniaire quiconque :

a. pousse un mineur à la prostitution ou favorise la prostitution de celui-ci dans le but d'en tirer un avantage patrimonial ;

b. pousse autrui à se prostituer en profitant d'un rapport de dépendance ou dans le but d'en tirer un avantage patrimonial ;

c. porte atteinte à la liberté d'action d'une personne qui se prostitue en la surveillant dans ses activités ou en lui en imposant l'endroit, l'heure, la fréquence ou d'autres conditions ;

d. maintient une personne dans la prostitution. »

2.7.2. Exploitation à des fins de travail forcé

Le Code pénal suisse ne définit pas clairement ce qu'est l'exploitation par le travail. Pour cette raison, en appui à l'art. 182 CP la justice peut utiliser l'art. 157 CP qui fait lien avec l'usure. Par exemple, l'article 157 CP peut s'appliquer lorsque le recruteur paye le voyage à sa victime et qu'une fois arrivée à destination, il lui demande le remboursement du voyage à des taux extrêmement élevés (Peyroux, O., 2013).

Code pénal suisse du 21 décembre 1937

Art. 157 CP, Usure

« 1 Celui qui aura exploité la gêne, la dépendance, l'inexpérience ou la faiblesse de la capacité de jugement d'une personne en se faisant accorder ou promettre par elle, pour lui-même ou pour un tiers, en échange d'une prestation, des avantages pécuniaires en disproportion évidente avec celle-ci sur le plan économique, celui qui aura acquis une créance usuraire et l'aura aliénée ou fait valoir, sera puni d'une peine privative de liberté de cinq ans au plus ou d'une peine pécuniaire. »

« 2 Si l'auteur fait métier de l'usure, la peine sera une peine privative de liberté de un à dix ans. »

La Convention du 28 juin 1930 concernant le travail forcé ou obligatoire permet de légèrement éclaircir et d'appuyer la définition de l'art. 182 CP concernant l'exploitation par le travail.

Art. 2

« 1 Aux fins de la présente convention, le terme « travail forcé ou obligatoire » désignera tout travail ou service exigé d'un individu sous la menace d'une peine quelconque et pour lequel ledit individu ne s'est pas offert de plein gré. »

Cependant, malgré l'art 2 de cette convention et l'art. 182 CP, la définition de l'exploitation par le travail reste relativement floue pour les acteurs luttant contre la TEH. Dans cette perspective, le Bureau International du Travail (BIT) a développé un protocole comme un outil pour aider à l'adoption de mesures contre l'exploitation par la force de travail et de permettre aux acteurs de comprendre les démarches à suivre pour lutter contre la TEH à des fins d'exploitation par la force de travail (SCOTT, 2016).

L'exploitation à des fins de travail forcé peut prendre différentes formes. Cela peut avoir lieu dans les métiers liés à l'agriculture (récolte de tomates, des vignes, etc.), dans le bâtiment (menuisiers, maçons, etc.), dans le travail de soin (aide ménage, baby-sitter, etc.), dans la vente (kiosques, etc.), dans les entreprises (ouvrier de production, etc.), la mendicité et la délinquance forcée (Centre fédéral Migration MYRIA, 2018).

2.7.3. Trafic d'organes

La loi fédérale du 8 octobre 2004 sur la transplantation d'organes, de tissus et de cellules (RS 810.21) interdit de verser ou de toucher de l'argent pour un don d'organe, ainsi que de faire le commerce d'organes.

Cependant, cette loi n'interdit ce trafic que lorsqu'il a lieu en Suisse ou depuis la Suisse. Cette lacune permet aux personnes domiciliées en Suisse de commettre cette infraction en toute impunité à l'étranger. Dans la perspective de combler cette lacune, le Conseil fédéral a mené une procédure de consultation qui s'est déroulée du 22 novembre 2017 au 8 mars 2018 pour ratifier la Convention du Conseil de l'Europe contre le trafic d'organes humains, Convention que la Suisse avait signée en 2016. Toutefois, la Convention n'a pas été ratifiée et cette lacune persiste toujours en 2019.

Jusqu'à aujourd'hui, il n'y a eu qu'un seul cas connu de trafic d'organes en Suisse (Pagella, C., 2019)

2.8. Moyens utilisés par les trafiquants

Les trafiquants d'êtres humains utilisent différentes méthodes pour acquérir de nouvelles victimes. Les trafiquants ont souvent la même nationalité que leurs victimes. La majorité des trafiquants de TEH sont des hommes et la majeure partie des femmes trafiquantes étaient victimes de TEH auparavant et ont accédé à des responsabilités dans l'organisation qui les exploitait. Voilà quelques méthodes connues de nos jours (Prévention Suisse de la Criminalité, 2019).

2.8.1. Loverboys

Une méthode utilisée en Suisse est la méthode des « loverboys », c'est-à-dire que de jeunes adultes font miroiter le grand amour à de jeunes filles et à de jeunes garçons de douze à dix-huit ans afin de les exploiter. Pour ce faire, ils prennent contact avec ces jeunes sur des forums de discussion, par exemple, et les rendent dépendants de cette relation en isolant peu à peu la personne victime de leur famille et de leurs amis. Une fois cette dépendance instaurée, ils exigent presque tout de la victime (La Suisse contre la traite d'êtres humains, 2018).

Voici un exemple tiré du reportage de Valérie Kernen :

« Je t'emmènerai en Suisse, tu deviendras ma femme et tu pourras apprendre à lire et à écrire. » Frank a tout arrangé. Elle l'a suivi dans l'avion jusqu'à Genève, puis dans le train jusqu'à Lausanne. La jeune femme se souvient de chaque pas de ce trajet improbable, entre son Afrique colorée et le studio de 16 mètres carrés où elle sera séquestrée durant six mois. Un micro-onde, des assiettes en plastique, des rideaux tirés, c'était son univers, sa Suisse à elle. Frank ramenait les clients, souvent avinés, et le paradis qu'elle espérait s'est transformé en enfer » (Kernen V., 2011).

2.8.2. Entrée sur le territoire et réquisition des papiers de séjour

Un autre exemple, lors de l'entrée en Suisse des victimes de TEH, les trafiquants organisent l'entrée des victimes de manière légale. Ils demandent un visa touristique ou une autorisation de séjour de courte durée pour la personne. Parfois, ils font entrer les personnes en Suisse illégalement, à l'aide de faux papiers d'identité, en passant par une frontière non surveillée ou par un pays tiers pour lequel aucun visa n'est requis. Parfois même par mariage blanc. Une fois que la personne est arrivée en Suisse, les trafiquants lui réquisitionnent ses papiers de séjour ou son passeport et son billet de retour si elle en a un. Ces documents sont remis au propriétaire de la personne contre le paiement du prix convenu qui devient une dette de la personne (Prévention Suisse de la Criminalité, 2019).

Voici un autre exemple tiré du reportage de Valérie Kernen :

« Une douzaine de ressortissants indiens, pakistanais et bangladais ne parlant pas français et très mal l'anglais ont été exploités dans un restaurant des Pâquis. Ils sont venus en Suisse avec un permis d'étudiant, ils étaient logés par le patron et très mal payés. L'un d'eux travaillait même gratuitement en échange du gîte et du couvert ! » (Kernen V., 2011).

2.8.3. Fausses informations relatives à un emploi

Une autre méthode est la transmission de fausses informations sur les perspectives d'emploi en Suisse et sur les futures conditions de travail de la personne. Une fois que la victime est entrée illégalement en Suisse par le biais d'un trafiquant, la rémunération n'est guère abordée, ni les obligations du droit du travail respectées. Les personnes sont utilisées comme de la main-d'œuvre bon marché. Elles ont un salaire très bas ou ne reçoivent rien, se voient priver de nourriture, sont maltraitées psychologiquement, physiquement, voire sexuellement, et sont isolées socialement. Ce type d'exploitation se retrouve principalement dans la construction, l'hôtellerie, la restauration et dans les

emplois de domestiques chez des privés et même des diplomates. Parfois pour les victimes de TEH, recevoir un maigre salaire en Suisse vaut encore mieux que ne pas avoir de travail dans leur pays d'origine (Prévention Suisse de la Criminalité, 2019).

Voici un dernier exemple tiré du reportage de Valérie Kernén :

« Fatima a 17 ans. Elle vient du Maghreb. Elle a quitté son pays à 14 ans pour, croyait-elle, venir faire des études en Suisse. « Un ami de ma mère a organisé mon séjour », précise l'adolescente, qui s'est retrouvée à travailler comme petite bonne dans des conditions proches de l'esclavage. Pas de chambre, elle dormait dans le couloir. Pas de congé, ni de répit, la jeune Maghrébine travaillait jusqu'à 20h par jour. Des violences psychologiques et physiques, comme en témoignent les brûlures de cigarettes qui tatouent sa peau. « Je me faisais battre sous n'importe quel prétexte », témoigne la jeune fille. » (Kernén V., 2011).

3. La Suisse face à la traite d'êtres humains

L'outil nommé *Processus de conduite "Competo"* (annexe 4) mis en place par le bureau SCOTT et ses collaborateurs sert aujourd'hui d'outil pour toute la Suisse. Les professionnels peuvent bénéficier de cet instrument permettant de prendre conscience des différentes procédures et outils légaux pour lutter contre la TEH. Cependant, il y a encore des efforts nécessaires et importants à effectuer concernant l'identification des victimes de la TEH en Suisse. C'est une tâche qui relève de la compétence des cantons et qui est un défi pour la Suisse, étant donné que les mesures entre les cantons sont très hétérogènes (SCOTT, 2016).

3.1. Bases légales concernant la victime

3.1.1. Protection des victimes contre une sanction

Code pénal suisse du 21 décembre 1937

Art. 52 CP, Motifs de l'exemption de peine, Absence d'intérêt à punir

« Si la culpabilité de l'auteur et les conséquences de son acte sont peu importantes, l'autorité compétente renonce à le poursuivre, à le renvoyer devant le juge ou à lui infliger une peine. »

L'article 52 CP permet de protéger les victimes de TEH contre une sanction pour autant qu'elles soient identifiées comme de potentielles victimes de TEH. Cet article permet de respecter les droits des victimes de TEH en évitant une condamnation. Par exemple, si une personne qui n'est pas au bénéfice d'une permission de séjour valable est exploitée par un trafiquant et qu'elle est contrôlée par la police, elle sera considérée par la police comme étant auteure d'une infraction à la loi. Cependant, si cette personne est identifiée comme une potentielle victime de TEH par la police, elle ne sera pas considérée comme auteure d'une infraction, mais au contraire comme une potentielle victime de cette infraction. Elle ne sera donc pas poursuivie pour l'infraction qu'elle a commise (travailler et séjourner en Suisse sans être au bénéfice d'une permission de séjour valable) et bénéficiera d'un traitement différencié présenté au chapitre 3.1.2.2.

3.1.2. Assistance aux victimes par les Centres LAVI

Au niveau de l'assistance aux victimes, il existe la loi sur l'aide aux victimes (LAVI) qui, depuis 2009, est adaptée pour les victimes de la TEH. Il existe également quelques recommandations concernant l'hébergement des requérants d'asile mineurs non accompagnés (SCOTT, 2016).

Les principes de la Loi fédérale du 23 mars 2007 sur l'aide aux victimes d'infractions et ses mesures d'assistance sont :

Art.1 LAVI, Principes

« 1 Toute personne qui a subi, du fait d'une infraction, une atteinte directe à son intégrité physique, psychique ou sexuelle (victime) a droit au soutien prévu par la présente loi (aide aux victimes).

2 Ont également droit à l'aide aux victimes, le conjoint, les enfants et les père et mère de la victime ainsi que les autres personnes unies à elle par des liens analogues (proches).

3 Le droit à l'aide aux victimes existe, que l'auteur de l'infraction :

- a. ait été découvert ou non;*
- b. ait eu un comportement fautif ou non;*
- c. ait agi intentionnellement ou par négligence. »*

Art. 2 LAVI, Formes de l'aide aux victimes

- « a. les conseils et l'aide immédiate;*
- b. l'aide à plus long terme fournie par les centres de consultation;*
- c. la contribution aux frais pour l'aide à plus long terme fournie par un tiers;*
- d. l'indemnisation;*
- e. la réparation morale;*
- f. l'exemption des frais de procédure; »*

3.1.2.1. Droit à propos de l'indemnisation pour les victimes

La victime de TEH peut, selon le Code de procédure civil, le code pénal (CPC, CPP) et la LAVI, recevoir une indemnisation et une réparation morale due aux préjudices subis par le biais d'un procès civil et d'un procès pénal. L'indemnisation sera accordée par le Tribunal. Dans certaines conditions, la victime peut se faire offrir cette indemnisation par l'État si la confiscation des avoirs des trafiquants n'est pas suffisante du fait l'infraction et les préjudices. (GRETA, 2014).

Les victimes doivent demander l'indemnisation ou la réparation morale, ou les deux, dans un délai de cinq ans à compter de la date de l'infraction ou du moment où l'infraction a été connue. C'est important de faire cette demande pendant la procédure pénale afin que cela soit plus facile à recevoir l'indemnisation (GRETA, 2014).

3.1.2.2. Droit à propos de l'autorisation de séjour pour les victimes

En 2014, le Secrétariat d'État aux migrations (SEM) a adressé aux offices des migrations des cantons une circulaire à propos **du délai de réflexion de 30 jours** et des questions liées aux permis de séjour, une fois les victimes de TEH identifiées. Cet outil permet un traitement approprié des questions liées au droit de séjour de ces

victimes de TEH (SCOTT, 2016). Ce droit peut être attribué à la personne indépendamment de sa collaboration avec les autorités.

La période de réflexion ou la période de rétablissement est une période de 30 jours au minimum et 60 jours au maximum. Cette période permet à la potentielle victime de TEH ou au témoin d'une situation de TEH en situation irrégulière en Suisse de se sentir en sécurité et de réfléchir à sa volonté de collaborer ou non avec les autorités. Dans cette perspective de sécurité, ce délai de réflexion a les objectifs principaux que la personne victime de TEH puisse se reposer, qu'elle puisse être formellement identifiée comme victime de TEH et qu'elle ait le temps de décider si elle est disposée à coopérer avec les autorités. Pendant toute cette période de rétablissement, les potentielles victimes de TEH ont droit à l'assistance selon la LAVI et ne peuvent être expulsées de la Suisse.

De plus, pendant cette période de rétablissement, la personne peut trouver un emploi à certaines conditions. Elle doit avoir un logement approprié, des conditions de travail et de rémunération respectées et une demande formelle doit être déposée par un employeur (GRETA, 2014).

3.1.2.3. Démarches concernant le séjour des victimes

Pour effectuer la demande pour un délai de réflexion ou de rétablissement, la victime, l'autorité pénale, un service d'aide aux victimes ou un centre LAVI fait cette demande auprès de l'autorité migratoire du lieu de séjour de la victime en ayant une procuration signée par la victime. La victime ou témoin peut décider de mettre fin à ce délai de réflexion avant l'échéance et aucune autorité n'a le droit de la retenir en Suisse contre sa volonté. Une demande de séjour pour motifs humanitaires peut être déposée une fois le délai de rétablissement échu et si la personne se retrouve dans un cas individuel d'une extrême gravité au sens de l'art. 30, 1al. 1, let.b de la LEtr et de l'art. 31 OASA.

Cependant si la victime ou le témoin de TEH en situation irrégulière est d'accord de collaborer avec les autorités, le délai de réflexion de 30 jours n'est pas nécessaire. En effet, la personne se voit attribuer une autorisation de séjour de courte durée. Cette autorisation peut être une attestation ou un titre de séjour qui ne mentionnera ni le lieu de résidence de la personne ni le motif de son séjour afin de la protéger, mais la case postale ou une adresse protégée. Le séjour de la personne doit être règlementé pour toute la durée de la procédure (GRETA, 2014).

3.1.2.4. Modalités de retour

Selon la loi sur les étrangers (LEtr), la circulaire envoyée par le SEM aux cantons, les directives d'identification mises en place par certains cantons, le CP et le programme de protection, les victimes ne devraient pas quitter la Suisse si elles sont menacées dans leur sécurité au pays d'origine (SCOTT, 2016).

Le retour des personnes victimes de TEH dans leur pays de provenance doit répondre à divers critères. Principalement, les droits de la victime ainsi que sa sécurité doivent être pris en considération. Pour ce faire, les victimes peuvent solliciter un entretien sans engagement, gratuit et confidentiel, auprès d'un service-conseil en vue du retour (CVR) ou dans les centres d'enregistrement et de procédure (CEP) du SEM. Ces CVR peuvent être fournis par les bureaux cantonaux d'aide au retour qui se trouvent dans chaque canton (GRETA, 2014). Ces CVR proposent différentes prestations. Cela peut

être des conseils qui permettent d'identifier les besoins de la victime pour un éventuel retour ainsi que des ressources financières pour sa réintégration.

Après un service-conseil en vue du retour, la personne peut demander à son conseiller au CVR d'adresser une demande d'aide au retour au SEM. Une fois la demande approuvée, l'OIM et le CVR organisent le retour en assurant la coordination avec tous les acteurs concernés (personne, organisations suisses et organisations du pays de retour). Concernant l'aide financière, une aide de 1000 CHF peut être octroyée à la victime et une aide matérielle maximale de 5000 CHF pour un projet de réintégration suivi par l'OIM ou une ONG après le retour de la personne (GRETA, 2014). Cependant, les frais de départ sont étudiés par le CVR afin de trouver des possibilités de le financer car le SEM ne les prend pas en charge (GRETA, 2014).

Si la victime de TEH ou le témoin de TEH en situation irrégulière en Suisse déclare ne pas vouloir collaborer avec les autorités, et que grâce à de nouveaux éléments, elle n'est pas considérée comme victime de TEH ou témoin de TEH, elle peut voir son délai de réflexion annulé. La personne devra alors quitter la Suisse, car son séjour n'est plus nécessaire pour l'enquête (GRETA, 2014).

3.1.3. Bases légales concernant le trafiquant

Tous ces actes d'exploitation sont punissables et le trafiquant d'êtres humains peut se voir être sanctionné à un internement à vie selon l'art. 64, 1bis du Code pénal suisse.

De plus, étant donné que la TEH est un crime généralement exercé à l'encontre de plusieurs individus, l'art. 264a CP est un article pouvant être utilisé pour la protection des victimes ainsi que comme effet dissuasif à ce type d'infraction.

Code pénal suisse du 21 décembre 1937

Art. 264a CP, Crimes contre l'humanité

« 1 Est puni d'une peine privative de liberté de cinq ans au moins quiconque, dans le cadre d'une attaque généralisée ou systématique lancée contre la population civile : »

« c. dispose d'une personne en s'arrogeant sur elle un droit de propriété, notamment dans le contexte de la traite d'êtres humains, de l'exploitation sexuelle ou du travail forcé. »

3.2. Structures pour lutter contre la traite d'êtres humains

Il existe actuellement en Suisse un certain nombre de mesures déjà mises en place contre la TEH. Certaines sont en voie de développement et d'autres sont en création conforme les axes stratégiques du Plan d'action national (PAN) 2017-2020 pour lutter contre ce crime.

La lutte contre la TEH en Suisse a débuté concrètement en 2003 par la mise en place du Service de Coordination contre la Traite d'êtres humains et le Trafic de migrants (SCOTT). Ce service a comme but de répondre aux exigences de la Résolution adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies, le 25 septembre 2015, qui concerne l'agenda 2030 sur le développement durable. En particulier les objectifs n°5.2, 8.7 et 16.2 (Nations Unies 2015).

5.2 : « Éliminer de la vie publique et de la vie privée toutes les formes de violence faite aux femmes et aux filles, y compris la traite et l'exploitation sexuelle et d'autres types d'exploitation. »

8.7 : « Prendre des mesures immédiates et efficaces pour supprimer le travail forcé, mettre fin à l'esclavage moderne et à la traite d'êtres humains, interdire et éliminer les pires formes de travail des enfants, y compris le recrutement et l'utilisation d'enfants soldats, et, d'ici à 2025, mettre fin au travail des enfants sous toutes ses formes. »

16.2 : « Mettre un terme à la maltraitance, à l'exploitation et à la traite, et à toutes les formes de violence et de torture dont sont victimes les enfants. »

SCOTT réunit les services fédéraux compétents pour répondre à ces exigences. En d'autres termes, il s'agit d'un organe de pilotage qui fixe les priorités de la lutte contre la TEH et le trafic de migrants en établissant des PAN. Il se prononce sur les questions fondamentales de cette lutte avec l'aide du Bureau de direction permanent à l'Office fédéral de la police qui est l'interlocuteur privilégié pour toutes les questions relatives à la TEH et le trafic de migrants en provenance de Suisse, comme de l'étranger.

Le SCOTT assure également la diffusion des informations au sein du bureau SCOTT, se charge de l'élaboration et de la coordination des analyses, des prises de position, de rapports, des groupes de travail et d'experts qui servent les plateformes d'information. Le bureau SCOTT permet donc la réalisation de projets et d'outils pour lutter contre la TEH.

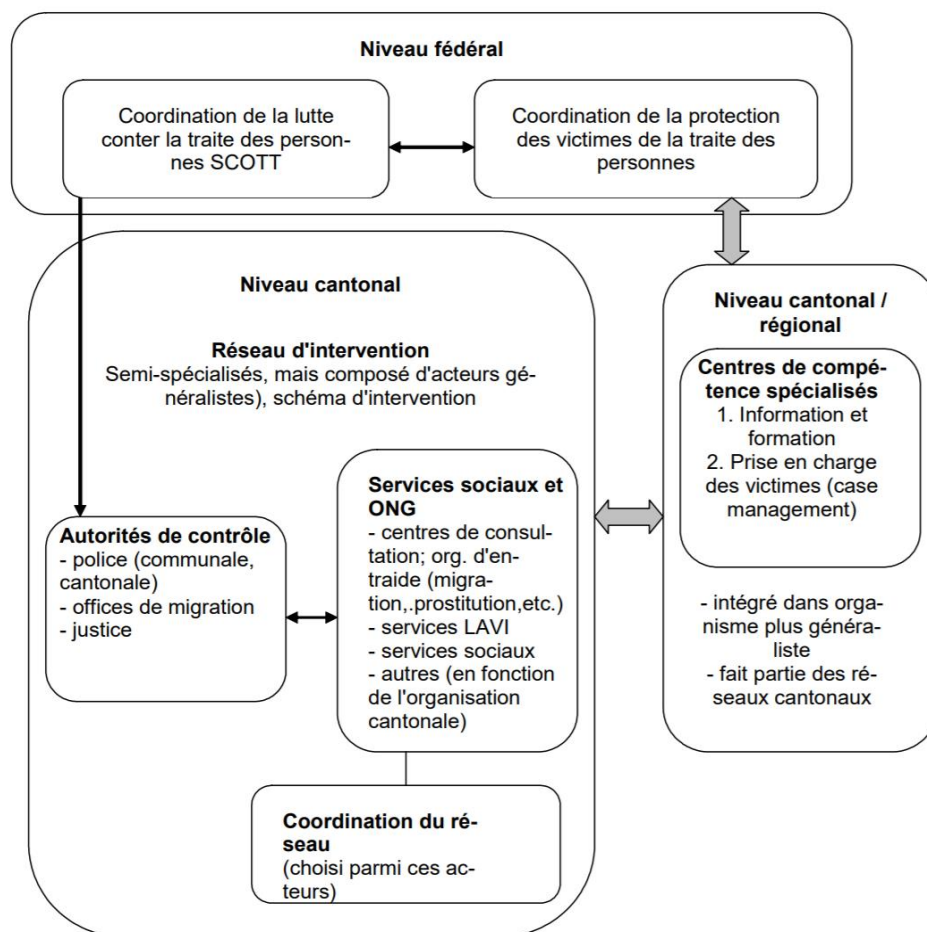


Schéma 2 : Dispositif de protection pour les victimes de la traite des personnes : proposition d'un schéma (CDAS, 2007)

La Suisse a mis en place un PAN de 2012 à 2014 comprenant beaucoup d'objectifs repris par le PAN 2017 à 2020. Le PAN 2012-2014 a permis d'intensifier la coopération avec les pays d'origine des victimes de la TEH et de développer un outil d'uniformisation des pratiques cantonales, qui étaient très diverses en matière d'octroi d'autorisations de séjour aux victimes de la TEH (SCOTT, 2016).

Pour le Département fédéral de justice et police (DFJP), la lutte contre la TEH en Suisse est une priorité stratégique en matière pénale pour les années 2016-2019. Cette lutte requiert une approche multidisciplinaire et souhaite donner une place centrale à l'aide aux victimes. Les mesures de cette stratégie globale reposent sur 4 piliers (SCOTT, 2016) :

1. La prévention, en utilisant des efforts accrus de sensibilisation et d'information au public et aux spécialistes pour développer une meilleure prise de conscience et de tolérance de ce problème par la société civile ;
2. La poursuite pénale, en renforçant cette dernière contre les auteurs afin de créer un effet dissuasif contre l'exploitation ;
3. La protection des victimes, en intensifiant l'identification des victimes et en renforçant ainsi l'efficacité de l'aide et de la protection mises à disposition pour atténuer les conséquences d'injustice subie par ces victimes. Cela permet également à ces personnes d'exercer leurs droits et de retrouver leur place dans la société ;
4. Le partenariat, en améliorant la coopération en Suisse et de la Suisse avec l'étranger pour une démarche multidisciplinaire, conjointe et coordonnée qui garantit une meilleure qualité et un meilleur succès dans cette lutte contre la TEH.

3.3. Structures pour protéger les droits des victimes

Depuis 2016, il existe à Genève une brigade spécialisée de lutte contre la TEH formée par la police judiciaire qui mène des enquêtes et qui arrête des trafiquants d'êtres humains. L'association des Chefs de Police Judiciaire Suisses (ACPJS), aidée par la société civile (diverses ONG), a mis en place un groupe de travail qui met au point un instrument pour améliorer les pratiques professionnelles. Ce groupe souhaite soutenir le travail effectué par la police, qui continue d'assumer un rôle primordial dans la détection de la TEH (SCOTT, 2016).

3.3.1. Orientation des victimes vers les structures spécialisées

Il existe actuellement en Suisse des centres d'accueil pour les femmes victimes de la TEH (annexe 5). Le Groupe d'experts sur la lutte contre la traite d'êtres humains (GRETA) attend de la Suisse qu'elle mette en place une série d'améliorations en matière d'hébergement et d'aide aux victimes, et que des victimes de TEH en dehors de la Suisse puissent également bénéficier d'une assistance et d'un accompagnement en Suisse. Le GRETA attend des autorités helvétiques qu'elles créent aussi des centres d'hébergement pour hommes et pour mineurs (SCOTT, 2016).

3.3.2. Rôle des centres spécialisés

L'aide juridique et sociale peut être apportée par différentes structures en Suisse (annexe 5). L'aide financière et l'accompagnement social peuvent être apportés par les centres LAVI ou par l'aide sociale du canton de domicile de la victime (Moret, Efionayi-Mäder, & Stants, 2007)(Bressan & Cesalli, 2017).

Le droit d'assistance peut être réclamé si l'aide requise est directement reliée aux conséquences de l'infraction liée à la LAVI et que la personne reste en Suisse. Toute personne qui a subi une infraction a droit à un soutien selon la LAVI. Ce droit d'assistance n'est pas limité dans le temps.

a) Centres LAVI

Les Centres LAVI offrent un conseil et une aide matérielle et financière aux personnes victimes de la TEH bien qu'aucun centre LAVI ne soit spécialisé dans ce domaine (Moret, Efionayi-Mäder, & Stants, 2007). Les prestations d'assistance peuvent être : des conseils et des informations, un accompagnement psychologique, des aides matérielles, des aides en matière de traduction et d'interprétation, des soins médicaux d'urgence, une aide pour avoir accès au marché du travail, etc (GRETA, 2014).

L'assistance aux victimes de TEH est financée par la LAVI et par l'aide sociale, mais cela dépend des règles mises en place dans chaque canton. L'aide médicale et psychologique par des tiers et nécessaire au bien-être de la victime, cela est financée par les caisses d'assurance maladie et par les autorités cantonales LAVI. Cela veut dire que ces prestations sont alors gratuites tant pour la victime que pour le témoin de la TEH (GRETA, 2014).

La protection des victimes de TEH est garantie par les Centres de Consultation LAVI en collaboration avec des ONG (annexe 5) et la police, qui proposent des lieux d'hébergements sécurisés.

b) Hébergements pour les victimes

Les institutions offrant ces lieux sont soit spécialisées dans la TEH, soit dans la protection contre la violence. Actuellement, en Suisse, il existe des hébergements spécialisés consacrés aux femmes. Pour des raisons de sécurité, il peut être nécessaire que la victime soit logée dans un hébergement sécurisé dans un autre canton. (GRETA, 2014).

3.4. Mesures au niveau des frontières suisses

Différentes mesures ont été mises en place au niveau des frontières suisses, comme la possibilité, en cas de soupçons de TEH par les garde-frontières, de réunir des éléments indicateurs de la TEH, d'interroger les personnes concernées, de faire figurer des observations et de mettre à disposition ces observations aux autorités pénales. Il existe aussi des mesures ponctuelles de sensibilisation aux risques d'exploitation au-delà de certaines frontières pour les voyageurs (SCOTT, 2016).

Les possibilités d'identification de victimes de TEH au niveau des frontières sont extrêmement complexes car les personnes (futurs victimes de TEH) qui traversent la frontière et se font contrôler, ne sont pas encore en situation d'exploitation ou ne connaissent pas encore leur sort (SCOTT, 2014).

3.5. Projets visibilisant la traite d'êtres humains

En Suisse, il y a beaucoup de volontés concernant la lutte contre la TEH. La Confédération souhaite, par exemple, faciliter la détection de la traite de mineurs et des requérants d'asile mineurs non accompagnés, en augmentant la transmission d'informations par la création d'une table ronde et de mécanismes de coopération dans le domaine de la TEH. Il y a aussi une volonté en Suisse d'impliquer les inspecteurs du travail et les surveillants du marché du travail dans les activités de contrôle et de sensibiliser les consommateurs pour qu'ils renoncent à acheter tout produit ou service réalisé par des victimes de TEH (SCOTT, 2016).

Dès l'année 2007, diverses campagnes de sensibilisation ont été menées dans le secteur privé afin d'inciter les employés des consulats à prendre des mesures contre la TEH. Des campagnes similaires ont également été menées auprès de l'inspection du travail (SCOTT, 2016). C'étaient des mesures de sensibilisation ayant comme objectif de protéger les artistes de cabaret, par des entretiens avec les personnes qui souhaitaient faire une demande de visa ou de permis de séjour, pour les informer des risques de la TEH.

3.5.1. Campagne Euro 08

En été 2008, des responsables de plusieurs ONG (coalition de 25 organisations, annexe 6) ont mené une campagne de sensibilisation intitulée "Euro 08 contre la traite des femmes". Elle s'adressait aux spectateurs du Championnat d'Europe de football et avait comme objectif d'informer les individus de l'existence de la TEH et de rendre la société civile attentive à la responsabilité individuelle, principalement des clients des travailleuses du sexe (Association Campagne Euro 08 contre la traite des femmes, 2008a).



Illustration 2 : (Campagne Euro 08 contre la traite des femmes, 2008b)

3.5.2. Conférence mondiale d'Interpol

En octobre 2016, au Tessin, la 4^e conférence mondiale d'Interpol a eu lieu à Lugano en collaboration avec la fedpol et l'Europol. Cette conférence consacrée à la TEH avait comme objectif de permettre aux experts d'échanger des pratiques et de trouver des pistes pour lutter contre la TEH (SWI, 2016).

3.5.3. Journée de la TEH

De plus, à l'occasion de la journée européenne contre la TEH, une journée d'action a eu lieu le 18 octobre 2017 et 2018, et a été renouvelée en 2019 afin de sensibiliser un large public sur ce phénomène existant en Suisse. Ces actions de sensibilisation sont effectuées à l'aide d'un bus qui a parcouru douze cantons équipés d'une exposition itinérante avec des informations sur le thème de la TEH (La Suisse contre la traite des êtres humains, 2017a).



Illustration 3 : (La Suisse contre la traite des êtres humains, 2017b)

3.5.4. Sensibilisations dans le domaine médical

Toujours en 2017, des actions de sensibilisation auprès du personnel médical ont débuté afin de permettre aux professionnels d'identifier, d'informer et d'aider les victimes qui se présentent aux soins auxquels elles ont droit. Dès 2018, des formations pour les groupes professionnels qui peuvent être confrontés à la TEH (médecins, police, corps médical, etc.) ont été développées afin de sensibiliser les différents professionnels à cette problématique (SCOTT, 2016).

3.5.5. Formation des professionnels

Un séminaire interdisciplinaire court, de deux jours a été mis en place par la Haute École de Travail Social de Genève en partenariat avec le SCOTT et le Groupement des services de l'action et d'aide sociales des cantons romands, de Berne et du Tessin (GRAS), le Centre de formation continue (CEFOC) de la HETS Genève (HETS, 2015).

Cette formation adressée à l'ensemble des professionnels concernés par la TEH tels que les professionnels exerçant dans les services d'aide aux victimes, services des

migrations, services de protection de l'enfance, inspecteurs du travail, officières et officiers de police judiciaire, procureurs, etc. La formation a introduit les professionnels à la TEH, à la prise en charge des victimes, aux besoins particuliers des victimes mineures, ainsi qu'au programme d'aide au retour pour les victimes et témoins de TEH, à la présentation de cas sous l'angle de la poursuite pénale et aux défis posés par la lutte contre la TEH aux fins d'exploitation de la force de travail (HETS, 2015).

4. Identification des victimes de traite d'êtres humains et les travailleurs sociaux

L'identification est un élément fondamental pour lutter contre la TEH et pouvoir ainsi accompagner les victimes à sortir de cela. L'Office fédéral de la police souligne que le défi majeur de la TEH est l'identification des victimes (fedpol, 2018a). Dans cette perspective, ce chapitre présente :

- Différentes difficultés rencontrées au niveau de l'identification des victimes ;
- Place du travail social dans cette problématique ;
- Outils mis en place pour identifier et accompagner les victimes de TEH ;
- Posture des professionnels face à ces victimes ;
- Conséquences d'une non-identification des victimes de TEH.

4.1. Difficultés à identifier les victimes de traite d'êtres humains

Dans le domaine de l'exploitation sexuelle, la possibilité d'identification des victimes est très complexe en Suisse. La prostitution par exemple est une activité légale en Suisse. Cela signifie que pour que la personne soit identifiée et considérée comme victime de TEH, il doit y avoir des preuves objectives de marchandisation de l'être humain. De plus, lors des contrôles dans des maisons closes, les travailleuses du sexe indiquent souvent aux autorités que leurs conditions de travail sont bonnes et qu'elles reçoivent une somme d'argent appropriée, ce qui ne s'avère parfois pas le cas. Les informations reçues lors de déclarations devraient donc toujours être vérifiées afin de pouvoir déterminer si l'on a affaire à une situation de TEH (SCOTT, 2014).

L'esclavage domestique, est difficile à contrer car il se déroule principalement au sein de la sphère privée. La personne victime de TEH est extrêmement isolée et rencontre des difficultés pour demander de l'aide à autrui, par manque de confiance, par peur des conséquences et par l'absence de liberté physique.

L'exploitation ouvrière est un vrai défi également. Par exemple, certains employeurs vont jusqu'à falsifier des fiches de salaire, à utiliser de faux permis frontaliers en mentant sur les adresses de domicile des victimes et en pratiquant également du dumping salarial (Boschetti & Nicol, 2017). Tout cela, exercé dans l'illégalité, reste difficile à identifier. De plus, dans ces situations, les magistrats optent plus facilement par condamner les auteurs de ces exploitations à l'aide de plusieurs articles de lois (usure, fraude, etc.) que considérer ces actes d'exploitation comme de la TEH (Kernen V., 2011).

Invisibilité de la traite d'êtres humains

Identifier les victimes de TEH exige des connaissances spécialisées. La complexité de la tâche et l'engagement financier que cela représente pour les cantons, l'identification des victimes de TEH se limite principalement aux contrôles d'autorisations de séjour effectués par la Police. Cependant, avec l'élargissement de la libre circulation des personnes au sein de l'Union européenne, la plupart des victimes bénéficiant d'une autorisation de séjour ne peuvent pas être identifiées lors de ces contrôles (Association Campagne Euro 08 contre la traite des femmes, 2008c).

Une autre difficulté à identifier les victimes de la TEH est l'invisibilité de ce trafic. La plupart des victimes se promènent librement, n'ont pas des traces physiques de violence, mais sont tout de même exploitées dans le silence, sous l'emprise psychologique des trafiquants. Cette emprise psychologique reste silencieuse, car les victimes ont peur de dénoncer leur trafiquant, soit parce qu'elles viennent de régions où les autorités sont corrompues et elles ont donc développé une méfiance totale envers les autorités, soit parce qu'elles subissent des menaces. Des menaces envers leur famille restée au pays ou tout simplement envers elles-mêmes (Kernen V., 2011). Les victimes ont extrêmement peur des représailles de leurs auteurs. Elles ont peur des menaces, des chantages que les acteurs de ces exploitations puissent exercer sur elles ou sur leur famille. De plus, à la suite de tous les mauvais traitements psychologiques exercés par les trafiquants sur leurs victimes, celles-ci se sentent faibles, sans droits, sans estime de soi et sans qualités. (Bressan & Cesalli, 2017).

Il se révèle alors difficile de pouvoir établir une relation de confiance avec les victimes afin de les aider à collaborer pour leur permettre de sortir de cette situation de TEH. De plus, avec les victimes qui ont une relation de dépendance avec leurs trafiquants, qui ne connaissent personne ou à part leur trafiquant, il s'avère encore plus difficile de débiter une collaboration et de les faire rompre leur relation de confiance et de loyauté envers leur trafiquant. Ces victimes ont encore de l'espoir que leur situation s'améliore (Centre fédéral Migration MYRIA, 2018 et Kernen V., 2011).

Ces personnes, ont d'importantes difficultés à reprendre confiance en elles et sûr les individus qui les entoure, dont les autorités. Il est important comme le mentionne le Rapport annuel d'évaluation MYRIA 2018, que la police ainsi que les travailleurs sociaux **constituent des groupes de proximité** afin d'approcher les victimes de TEH en les identifiant et en les accompagnant à se libérer de cette souffrance (Centre fédéral Migration MYRIA, 2018 et fedpol, 2018a).

4.2. Définition du travail social

Le 10 juillet 2014, en Australie, à Melbourne plus précisément, l'assemblée générale de l'International Association of Schools of Social Work (IASSW) a approuvée une définition concernant ce métier :

« Le Travail social est une pratique professionnelle et une discipline. Il promeut le changement et le développement social, la cohésion sociale, le pouvoir d'agir et la libération des personnes. Les principes de justice sociale, de droit de la personne, de responsabilité sociale collective et de respect des diversités, sont au cœur du travail social. Étayé par les théories du travail social, des sciences sociales, des sciences humaines et des connaissances autochtones, le travail social encourage les personnes et les structures à relever les défis de la vie et agit pour améliorer le bien-être de tous. »

Cette définition du travail social présente un certain nombre de missions en vue d'améliorer le bien-être des personnes. Les travailleurs sociaux agissent en prenant connaissance et conscience des différentes barrières structurelles, des sources d'oppression et de privilèges qui contribuent à perpétuer les inégalités, la discrimination, l'exploitation et l'oppression. Prenant en considération que la défense, la promotion et le respect des droits de la personne sont un des principes fondateurs de base du travail social, la question de la TEH est pertinente pour les travailleurs sociaux. En effet, cette définition met en avant la défense des droits de la personne, lutte qui fait partie intégrante de la profession. Quotidiennement, les travailleurs sociaux accompagnent et défendent des personnes traitées injustement ou qui méconnaissent leurs droits. Les professionnels du travail social doivent défendre et promouvoir les droits des individus, le respect de leur dignité et la justice sociale (European Association of Schools of Social Work, 2017 et International Federation of Social Workers, 2019).

4.3. Outils pour identifier les victimes de traite d'êtres humains

Dans le *Guide pratique suisse des mécanismes de coopération contre la TEH* (annexe 7), se trouve une liste d'indicateurs qui permet d'aider les professionnels à identifier les victimes de la TEH. L'accumulation de ces indicateurs permet d'identifier les victimes de la TEH lors :

- Du premier contact avec la victime ;
- D'enquêtes dans le pays d'origine de la personne ou concernant les modalités d'entrée de cette personne en suisse ;
- D'enquêtes concernant la situation de travail de la personne, ses modalités de paiement et les violences/menaces exercées sur la victime.

Exemples d'indicateurs de TEH lorsque la personne exerce un travail :

La personne est constamment surveillée, ne peut pas nouer des contacts sociaux ou peut le faire de manière limitée. Ses horaires de travail sont exagérés et les conditions de travail ne sont pas conformes à la législation suisse. La personne ne peut pas résilier ses rapports de travail, ne bénéficie pas ou presque pas de soins médicaux et peut-être sous influence de drogues fournies par son trafiquant (SCOTT, 2016).

Une autre situation de travail fréquente est que la personne n'était peut-être pas au courant de devoir se prostituer ou au courant concernant ses futures conditions de travail ou de devoir souvent changer de lieu de travail.

Exemples d'indicateurs de TEH concernant l'usufruit des biens de la personne :

La personne n'est pas salariée ou alors ne reçoit qu'un montant très modeste. Elle n'a pas le droit de disposer de ses revenus, car elle doit rembourser ses dettes relatives au voyage et à son séjour, et doit ainsi verser un montant à son trafiquant pour pouvoir disposer de ses revenus (SCOTT, 2016).

Exemples d'autres indicateurs de TEH :

La personne peut subir des actes de violences sexuelles, physiques, psychiques ou peut subir des menaces faites envers ses proches ou envers elle-même, comme des menaces d'arrestation, d'expulsion ou de non-réception du permis de séjour par exemple (SCOTT, 2016).

4.4. Posture du professionnel pour identifier et accompagner

La Convention relative aux droits de l'enfant, la recherche de M. Bressan et M. Cesalli, la Plateforme d'information HumanRights, le GRETA et les lignes directrices « Euro TrafGuID », sont des lignes directrices européennes et des procédures communes pour l'identification des victimes de la traite des êtres humains.

La principale tâche des professionnels est d'observer la personne dans son intégralité et d'avoir une écoute et observation active. Les professionnels, par leur formation et par leurs expériences, peuvent faire sortir les personnes victimes de cette infraction par l'identification, par l'accueil, par le conseil, par l'accompagnement et en les hébergeant. Lors du premier contact avec la personne, le professionnel doit vérifier que la personne comprenne absolument tout ce qui lui est dit. Si cela n'est pas le cas, c'est vivement conseillé de recourir à un traducteur spécialisé TEH afin que la personne soit le plus au clair possible avec les informations qui lui sont transmises (CIG, OTSH, Euro TrafGuID 2015).

De plus, quand un entretien informel ou formel se passe avec une personne mineure, il est impératif de mener un entretien en respectant les droits de l'enfant en adoptant les quatre principes de base présents dans la Convention relative aux droits de l'enfant que sont la non-discrimination, l'intérêt supérieur de l'enfant, le droit à la vie, à la survie, au développement et le droit à la participation. C'est important de prendre en considération les besoins de l'enfant et de lui permettre de s'exprimer. Si une personne mineure est suspectée d'être en danger, le professionnel doit informer l'autorité de protection de l'enfant (CIG, OTSH, Euro TrafGuID 2015).

Lors de l'accompagnement :

Il est donc pertinent que les professionnels du travail social identifient les victimes pour les accompagner socialement en valorisant leurs compétences. Pour ce faire, les travailleurs sociaux vont essayer d'établir dès le départ un lien de confiance avec l'éventuelle victime de TEH en lui proposant un environnement sécurisant, sachant qu'il n'est pas évident de créer un lien de confiance entre le professionnel et la victime, en raison des différents traumatismes causés par la traite (Bressan & Cesalli, 2017).

C'est pour cette raison que les travailleurs sociaux créent un espace où la personne se sente en confiance et en sécurité. Lieu où le professionnel se présente lui-même, son travail et ce qu'il peut faire pour la personne. Il prend le temps pour expliquer et préciser à la personne que c'est un lieu de parole et que sa situation n'ira pas plus loin, sauf l'accord de celle-ci. Il explique également quels sont les droits de la personne en tant que victime et lui fait prendre conscience pourquoi elle est victime de cette infraction si nécessaire (CIG, OTSH, Euro TrafGuID 2015).

Le professionnel adopte une approche sur les droits de la personne, c'est-à-dire qu'il choisit une approche qui exprime l'interdiction de discrimination et que valorise la dignité humaine égale et inaliénable. Il précise à la personne qu'elle a la liberté de s'exprimer sans être restreinte et qu'elle ne doit pas être blessée. Que toute personne est un être social, politique et culturel et qui a le droit de participer à la vie politique, culturelle de la société ainsi qu'avoir des amis et une famille. Il conscientise également la personne sur ses droits de bénéficier du système social, car chaque être humain a des besoins fondamentaux, tels que de s'alimenter, d'avoir un abri, de santé, d'instruction, de travail et de sécurité sociale (Plateforme d'information HumanRights, 2015 et GRETA, 2014 et CIG, OTSH, Euro TrafGuID 2015).

Pendant l'entretien avec la personne, le professionnel a une attention particulière aux termes que la personne utilise ainsi qu'aux gestes. Cela permet au professionnel d'accueillir un certain nombre d'informations et de poser quelques questions, qui permettront de détecter des signaux d'une éventuelle TEH. Le professionnel utilise une méthode proposée par la *liste d'identification* (annexe 7) ou par l'outil *TrafGuld*, ou par un autre outil spécifique au service ou au travail social. De plus, pour aider la victime, le professionnel documente au maximum la demande de la personne avec les éléments constitutifs représentant la situation actuelle. Il peut également s'intéresser aux informations concernant : le contexte dans le pays de provenance, les risques d'exploitation, les situations de danger, l'état de santé, le niveau d'intégration/intégration en suisse, les rapports sur la situation, et les documents de voyage (GRETA, 2014) peuvent être utiles pour identifier sa situation.

Tous ces informations et détails permettront au professionnel d'approfondir avec la personne la question de ses droits et de la diriger vers un service spécialisé pour qu'une signalisation ou qu'un accompagnement soit fait (GRETA, 2014 et CIG, OTSH, Euro TrafGuld 2015). Cependant, tout professionnel concerné par la lutte contre la TEH dans le cadre de ces fonctions est soumis au secret professionnel et à la réglementation fédérale et cantonale concernant la protection des données (GRETA, 2014). Toute transmission d'informations relatives à la victime de TEH peut uniquement s'effectuer avec l'accord de celle-ci, sauf si l'intégrité physique, psychique ou sexuelle d'une victime **mineure** est mise en danger (CIG, OTSH, Euro TrafGuld 2015).

Tout cela met bien en évidence l'importance des professionnels à être bien sensibilisés à la problématique de la TEH et à avoir les compétences adéquates pour accompagner ces victimes. Ce chapitre met en évidence que la TEH ne peut être détectée que par des personnes ayant des connaissances approfondies sur le phénomène. Ainsi, pour faciliter le combat contre la TEH, il faudrait qu'un maximum de personnes soit sensibilisé et dans le meilleur des cas spécialisés pour reconnaître une situation de TEH.

4.5. Les conséquences de la non-identification

Premièrement, la non-identification peut avoir des conséquences au niveau des droits de la personne. Si la personne n'est pas identifiée comme victime de TEH, elle n'aura pas droit à une protection ni à un accompagnement adéquat en fonction de l'atteinte dont elle est victime. Cette non-identification peut engendrer des traitements et des procédures inadéquates, tels que considérer la personne victime de TEH comme un délinquant ou un migrant en situation irrégulière. Pour protéger et accompagner au mieux une victime de TEH dans la reconstruction de son identité, il est important qu'elle ne soit pas expulsée de la Suisse, par exemple, et cela même si elle ne dispose pas de papier de séjour ou d'établissement. Cependant, pour que ce droit lui soit attribué, elle doit être identifiée comme victime de TEH. L'identification joue un rôle primordial pour la protection des victimes de TEH, car elle est la base pour permettre un accompagnement offrant les droits appropriés à la situation de la personne victime de TEH.

Deuxièmement, une non-identification a des conséquences biopsychosociales non négligeables pour les personnes. Comme le démontre l'étude de 2017 de M. Bressan et M. Cesalli, qui ont mené un entretien avec M. Alfredo Camflo, psychologue de l'association Pluriel à Genève, les victimes de TEH se trouvent dans une grande détresse durant et après une période de TEH. Dans cette étude, il a été relevé que les

victimes de TEH ont une symptomatologie qui ressemble fortement à celle des personnes ayant subi une torture physique. Elles souffrent de manière générale d'un sentiment de déshumanisation. Les victimes sont empreintes de culpabilité, de peur, de méfiance, et ont souvent des tendances suicidaires. Leur souffrance morale concernant un sentiment de vide à propos de leur passé, de leur présent et de leur avenir est un poids lourd à porter (Bressan & Cesalli, 2017).

Les travailleurs sociaux en Suisse peuvent se retrouver face à des victimes de la TEH par le biais de diverses associations. Des associations actives dans le milieu de la prostitution, de la migration, du travail, dans les centres LAVI, dans les services sociaux et dans d'autres services ou organisations (Moret, Efonayie-Mäder, Stants, 2007).

5. Intervenants sociaux face à la TEH

La première partie de ce travail de recherche a permis de construire des objectifs et une hypothèse à l'aide du recueil de diverses documentations concernant la TEH. Principalement des documents publiés par la Confédération suisse, par la République du Portugal, par la République française et par le Conseil de l'Europe. Cette recherche théorique m'a permis d'analyser les différentes pratiques et de faire des liens avec les outils mis en place en Suisse, au Portugal et en France.

La recherche effectuée sur le terrain auprès des professionnels permettra d'atteindre les objectifs de ce travail de recherche et permettra de vérifier mon hypothèse. Pour ce faire, j'ai opté pour une recherche qualitative, c'est-à-dire que je me suis principalement focalisé sur le contenu des données que j'ai récoltées afin de saisir au mieux la réalité des professionnels que j'ai rencontrés en adoptant une posture la plus objective possible.

5.1. Échantillon

L'échantillon de cette recherche est déjà décrit par ma question de recherche et par le point 4.2 du cadre théorique de ce travail de recherche.

L'échantillon a été déterminé et constitué d'intervenants du champ social exerçant dans des organisations spécialisées dans la TEH. Cela en Suisse romande et au Portugal. Les cantons germanophones ont été écartés de cette recherche, car je ne maîtrise pas la langue allemande. C'est pour cette raison que j'ai décidé de me concentrer sur les cantons romands. De plus, j'ai décidé d'effectuer cette recherche à un niveau fédéral et non cantonal étant donné que c'est une problématique fédérale et que ma question de recherche se base sur des méthodes et pratiques exercées par les travailleurs sociaux en Suisse et ailleurs. Donc les spécificités d'un canton à l'autre ne sont, par conséquent, pas pertinentes à la réalité de mon travail de recherche.

Pour prendre contact avec les professionnels concernés par cette recherche, j'ai procédé de différentes manières :

- J'ai envoyé un e-mail aux organisations spécialisées dont je n'avais pas encore de personnes de contact. J'ai alors obtenu deux réponses positives, deux négatives et une sans réponse. Lors de cette prise de contact, j'ai expliqué les objectifs de cette recherche, le temps que cela leur prendra ainsi que les principaux principes éthiques de cette recherche.

- J'ai pris contact avec une ancienne collègue qui travaille avec des victimes de TEH. J'ai également expliqué les objectifs de cette recherche, ainsi que les principaux principes éthiques de cette recherche.

Grâce à ces deux démarches, j'ai pu constituer l'échantillon pour ce travail de recherche. Il se compose comme ceci :

Désignation	Formation	Sexe	Lieu de travail
Intervenant social (IS) 1	Sociologue	Féminin	Centre d'hébergement pour enfants victimes de TEH au Portugal
IS 2	Psychologue	Féminin	Centre LAVI 1
IS 3	Juriste/avocate	Féminin	CSP
IS 4	Travailleuse sociale	Féminin	Centre LAVI 2

Les professionnels interviewés étaient donc une sociologue (IS 1), une psychologue (IS 2) et une juriste (IS 3). La travailleuse sociale (IS 4) a accepté de répondre à quelques questions par échange d'e-mail.

D'après la définition du travail social international, présente au chapitre 4.2, l'ensemble des professionnelles interviewées peuvent être considérées comme des intervenantes sociales. Aucune professionnelle n'a fait une formation en travail social dans une école de travail social.

5.2. Éthique et déontologie de la recherche

Afin de respecter les questions éthiques, une phase introductive me présentant, présentant mon étude et son contexte a été faite avant l'entretien. De plus, les intervenantes sociales interrogées ont été informées sur la nature de la méthode d'analyse des données ainsi que sur leur libre consentement de participation.

Avant de commencer tout entretien, un certificat de consentement a été remis aux intervenantes sociales et elles ont donné leur accord de consentement par écrit et par oral. L'ensemble des participantes resteront dans l'anonymat et j'utiliserai des abréviations du type « IS 1 » lors des extraits d'entretien. Je me suis également engagé à respecter l'anonymat et la confidentialité des participantes, mais aussi des organisations concernées.

J'estime avoir respecté le code éthique de la recherche et je me suis assuré que tout a été clair pour les participantes.

5.3. Entretien semi-directif

Pour effectuer cette analyse de terrain ayant comme but d'approfondir, de répondre à ma question de recherche et de vérifier mon hypothèse, j'ai opté pour des entretiens individuels semi-directifs. Cette méthode de récolte de données me semblait la plus adaptée afin d'atteindre mes objectifs de recherche. Elle m'a permis d'adapter mes questions en fonction du déroulement de l'entretien et de vérifier que tous les thèmes avaient été abordés. De plus, cela m'a permis de diriger l'entretien sans perdre de vue mes objectifs de recherche tout en permettant aux professionnelles interviewées une certaine liberté d'aborder les points qui leur semblaient les plus pertinents.

J'ai développé une grille d'entretien (annexe 8) à l'aide du cadre théorique, qui m'a permis lors de mon analyse de terrain de vérifier la ou les méthodes que les intervenantes sociales utilisent pour identifier les victimes de TEH et les encourager à sortir de ce trafic.

Les entretiens se sont tous déroulés dans le bureau individuel sur le lieu de travail des différentes professionnelles interviewées. Ces entretiens se sont déroulés durant leurs horaires de travail et la durée des entretiens était entre 30 minutes et 50 minutes.

Les entretiens ont été enregistrés à l'aide d'un microphone afin de me permettre d'être présent dans les échanges avec l'interviewée, d'adopter une posture d'écoute active et de pouvoir faire une analyse postérieure des échanges réalisés, à l'aide de la retranscription des entretiens.

Les entretiens débutaient par une brève présentation de ma recherche, les aspects éthiques de la recherche et une demande de consentement pour l'entretien en question.

Une fois cela effectué, l'enregistrement a débuté par des questionnements sur le profil de la professionnelle interrogée et sur son service et continuait en suivant la grille d'entretien. Une fois tous les thèmes abordés, je me permettais de redonner un moment de parole aux intervenantes sociales s'elles souhaitaient apporter un dernier complément. Une fois l'entretien terminé, j'ai remercié chaleureusement les personnes interviewées et je leur ai transmis quelques informations sur la suite de ma recherche.

5.4. Méthode d'analyse

Avant toute analyse, j'ai transformé les données, d'échanges oraux en données écrites. Cela était plus facile à manipuler et analyser.

Les différentes données récoltées lors des entretiens ont été regroupées par questions dans un premier temps. Cela a été développé à l'aide de découpages de texte et des mises en tableau. Ensuite, j'ai cherché à extraire le sens de chaque donnée par question. Chaque ensemble de réponses à la respective question a été analysé, mis en lien avec le cadre théorique et les nouveaux éléments ont été mis en évidence. Pour terminer, à la fin de chaque analyse par question, une synthèse a été effectuée.

Une fois l'ensemble des données par question analysées, j'ai repéré les principaux thèmes qui ressortaient davantage et j'ai structuré les informations pertinentes par thèmes. Cette méthode d'analyse m'a permis de mettre en évidence les principaux propos fournis par les professionnelles interrogées.

J'ai donc pu mettre en évidence les thématiques suivantes qui répondent à mes objectifs de recherche :

- Connaissances concernant la TEH ;
- Visibilité des victimes de TEH grâce à la sensibilisation et à la formation des professionnels ;
- Les tâches des professionnels pour lutter contre ce trafic ;
- Non-formation spécifique des professionnels identifiant et accompagnant les victimes de TEH ;
- Postures utilisées pour identifier et accompagner une victime de TEH ;
- Outils pour identifier et pour accompagner les victimes de TEH ;
- Les différents enjeux rencontrés par les travailleurs sociaux dans l'identification et dans l'accompagnement des victimes de TEH.

6. Résultats de la recherche

6.1. Connaissances concernant la TEH

Il était intéressant de développer les connaissances au niveau de la TEH en comparant les aspects théoriques avec les connaissances et expériences des professionnelles. En analysant les entretiens effectués, les connaissances des professionnelles sur la TEH correspondaient aux recherches théoriques que j'ai effectuées concernant la problématique de l'identification des victimes de TEH et de leur accompagnement, la définition de ces victimes et les bases légales existantes et utilisées par ces professionnelles pour identifier et protéger ces victimes de TEH.

Toutefois, quant au niveau des bases légales, il n'a jamais été mentionné par les professionnelles la différence entre l'identification des victimes de TEH adultes et mineures. J'estime que cela est certainement dû au fait que la plupart des intervenantes sociales interviewées n'ont eu que très peu de cas en lien avec des victimes de TEH mineures.

Lors des démarches afin de trouver des participants pour ce travail de recherche, une organisation faisant partie d'un mécanisme de coopération en suisse pour lutter contre la TEH (IS 4), m'a conseillé de trouver d'autres professionnels pour répondre à mes questions suite au peu de cas, voir pas de cas de victimes de TEH identifiés au sein de leur organisation.

Les différents échanges avec les professionnelles interviewées m'ont questionné sur la non-mention de la différence entre l'identification d'une victime de TEH adulte et mineure ainsi que la méconnaissance par certaines professionnelles des outils mis en place par le Conseil de l'Europe ainsi que le SCOTT.

« Nous ne connaissons pas l'outil competo, ni EuroTrafGuID » IS 4

Cela permet de mettre en évidence qu'une formation ainsi qu'une sensibilisation à la TEH et une prise de connaissance des pratiques et des outils mis en place par les différentes organisations internationales et les différents pays peuvent être intéressants pour les intervenants dans le champ social protégeant les victimes de TEH en Suisse.

6.2. Visibilité des victimes de TEH grâce à la sensibilisation et à la formation des professionnels

La deuxième thématique est la sensibilisation et la formation des professionnels qui permet d'identifier les victimes de TEH. Comme mentionné par l'Intervenante sociale 2, les statistiques de l'identification des victimes de TEH en Suisse et en Europe augmentent, car les professionnels identifient de mieux en mieux.

La TEH est considérée par les différentes professionnelles comme un crime public et elles constatent que l'augmentation des cas est certainement due à la sensibilisation et à l'amélioration des capacités des professionnels à identifier les victimes de TEH.

« Il y a des cantons qui ne notent aucune victime dans leur statistique, c'est possible et tant mieux. Mais cela ne veut pas dire qu'il n'y en a pas. Pour moi ça veut plutôt dire qu'il y a peut-être un travail de sensibilisation à faire. » IS 3

Comme l'extrait ci-dessus le mentionne, il y a encore du travail à faire au niveau de la sensibilisation des professionnels ainsi que de la population en général. En effet, comme vous pouvez le retrouver au chapitre 2.1, le nombre de victimes de TEH augmente grâce à l'amélioration de la capacité d'identification de ces victimes par la population en général et par les professionnels.

Par exemple, au début de carrière de l'intervenante sociale 2, il y avait des victimes de TEH mais celles-ci n'étaient pas identifiées ni accompagnées de manière adéquate en fonction de leur traumatisme.

« On ne détectait pas parce qu'on y pensait pas, on ne savait pas. » IS 2

Dans le quotidien de l'intervenante sociale 3, certaines victimes de TEH sont arrivées dans son service d'aide aux victimes de TEH par le biais de ses collègues exerçant dans d'autres services. Par exemple, un de ses collègues du service réfugiés a identifié une victime de traite lorsqu'il se retrouvait dans une procédure d'asile. Son collègue a alors pris contact avec elle pour un accompagnement adapté.

Cela démontre que la victime de TEH a été identifiée par un collègue du service des migrations qui n'a pas suivi une action de sensibilisation ou de formation en lien avec la TEH. Toutefois, il a pu faire cette identification grâce aux notions sur les indicateurs d'identification dont il a pris connaissance lors des échanges avec l'IS 3 durant les pauses de travail.

Cet exemple démontre qu'une conscientisation de cette problématique au sein de la population et des professionnels permet d'apporter un meilleur accompagnement aux victimes de cette infraction.

6.3. Tâches des professionnels pour lutter contre ce trafic

Un autre point qui faisait partie de mes objectifs de recherche était de comprendre les différentes tâches des professionnels du travail social exerçant pour la protection des victimes de TEH. Les distinctes réponses en échangeant avec les intervenantes sociales étaient :

- Identification des victimes de TEH ;
- Conseil (juridique, permis de séjour, retour au pays) ;
- Orientation vers les services spécialisés ;
- Mise en place d'une prise en charge médicale ;
- Mise en place d'un hébergement d'urgence ;
- Actions de sensibilisation, formation ;
- Permanence téléphonique ;
- Accompagnement dans le quotidien (en hébergement d'urgence) ;
- Collaboration (Hôpitaux, Centres LAVI, Associations spécialisées, etc.)

Les intervenantes sociales interviewées identifient, conseillent et orientent les victimes de TEH à l'aide d'une permanence téléphonique. Cette identification peut également être faite lors des premiers entretiens avec les bénéficiaires.

Toutefois, auprès des professionnelles interviewées en Suisse, contrairement à l'intervenante sociale interviewée au Portugal, en Suisse, il n'y a pas d'équipe multidisciplinaire sur le terrain pour identifier des victimes de TEH. Au Portugal cela est mis en place, car les assistants sociaux et les psychologues ont des compétences plus adaptées pour créer un lien de confiance avec les victimes de TEH. Ce qui peut permettre aux victimes de donner des informations pertinentes aux autorités afin de les identifier comme victimes de TEH et ainsi de pouvoir être mieux accompagnées.

« Notre service est un service de protection des victimes. En protégeant, on lutte aussi, ça va de pair. La lutte sans protection ne va pas être efficace. » IS 3

Chaque service ayant participé à cette recherche a sa spécialité. Certains s'occupent uniquement du conseil juridique, d'autres s'occupent de mettre en place une prise en charge médicale et de trouver un hébergement pour les victimes et d'autres professionnelles travaillent dans des foyers qui accueillent les victimes de TEH. Elles accompagnent les victimes dans toutes leurs tâches quotidiennes afin de les rendre autonomes. Certains de ces services mettent en place des actions de sensibilisation pour les victimes et pour d'autres professionnels qui pourraient être en contact avec des victimes de TEH.

6.4. Non-formation spécifique des professionnels identifiant et accompagnant les victimes de TEH

Ce chapitre décortique les profils des professionnels. Quelles sont leurs formations ? Si ce sont des travailleurs sociaux qui effectuent cette identification, cet accompagnement, ou bien si ces professionnels ont d'autres profils.

Au niveau de la formation et de la sensibilisation, cela a une grande importance dans la lutte contre le trafic d'êtres humains. L'importance de la sensibilisation des professionnels ainsi que de la population en générale permet d'identifier les victimes de TEH et ainsi de pouvoir mieux lutter contre le trafic.

« Tant qu'on ne forme pas et qu'on ne sensibilise pas continuellement les personnes qui sont susceptibles de rencontrer des victimes de traite et la population de façon large, l'identification ne pourrait pas se faire. » IS 3

Cependant, en Suisse et au Portugal, aucune formation obligatoire spécifique TEH n'a été sollicitée aux professionnelles interviewées. Toutefois, en Suisse, certaines intervenantes sociales effectuent le Certificate of Advanced Studies (CAS) en aide et conseils aux victimes d'infractions selon la LAVI. Cette formation contient un volet sur la TEH mais n'est pas obligatoire pour occuper les postes des personnes interviewées.

Au Portugal, cette formation généraliste n'a pas encore été mise en place. Cependant, une formation est obligatoire pour au minimum un membre du service exerçant dans l'équipe spécialisée TEH. Toutefois, cette formation est une formation en lien avec la violence domestique. Une certaine incohérence entre la formation et la réalité du terrain a été mentionnée par l'intervenante sociale 1.

« Nous n'avons pas reçu de formation spécifique uniquement consacrée à la TEH, mais nous suivons le CAS d'aide aux victimes d'infractions qui abordent durant une journée cette thématique » IS 4

« Avec ce qu'on a comme formation généraliste pour les victimes, ça couvre déjà une grande part de ce qu'on peut faire avec les victimes de traite. Parce que c'est quand même pour une grande partie le même accompagnement. » IS 2

L'ensemble des intervenantes sociales interrogées ont également mentionné que leur formation a principalement eu lieu sur le terrain, avec les situations rencontrées, les échanges entre les institutions et les échanges organisés à échelle internationale. De plus, ils profitent de se former grâce aux formations proposées par le Conseil de l'Europe et les séminaires organisés par l'Office fédéral de la police.

« Il faut vraiment que les professionnels soient formés. » IS 2

L'ensemble des professionnelles ayant participé à cette recherche tant en Suisse qu'au Portugal estiment nécessaire d'avoir des connaissances généralistes en droit et dans le fonctionnement du système social.

Au Portugal, il est intéressant d'observer que ce sont des assistants sociaux et des psychologues qui identifient les victimes de TEH en collaboration avec la police. Ces professionnels ont des compétences permettant de créer plus facilement du lien avec les potentielles victimes de TEH dès le premier contact.

L'identification des victimes de TEH est un domaine très complexe. Les exploitations se font dans l'ombre de la société, les victimes n'ont pas de traces physiques de violences, elles ont peur de dénoncer leur trafiquant et manquent de confiance. Il s'avère ainsi difficile d'identifier les victimes et de les accompagner de manière adéquate (chapitre 4.1). Pour cette raison, les intervenants sociaux doivent être formés ou du moins sensibilisés afin d'avoir des connaissances et des outils pour pouvoir identifier au mieux les victimes de TEH.

6.5. Postures utilisées pour identifier et accompagner une victime de TEH

Pour protéger les victimes de la TEH et pour lutter contre ce trafic, les professionnels doivent avoir des compétences leur permettant d'identifier les victimes de TEH afin de les accompagner de manière adéquate. C'est pour cette raison que j'ai souhaité questionner des intervenants sociaux afin de me renseigner et d'apprendre sur leurs méthodes et leurs outils pour identifier les victimes de TEH.

Les réponses des différentes professionnelles interviewées ont été multiples. Certaines intervenantes sociales font référence à la Convention sur la lutte contre la TEH, présente dans le chapitre 2.6 de ce travail, tandis que d'autres mentionnent les outils mis à disposition par le bureau SCOTT (annexes 4 et 7).

En premier lieu il est nécessaire d'être conscient que la TEH existe et qu'il est nécessaire de s'informer et de se former afin d'être capable d'identifier ces victimes à l'aide des outils qui vous seront présentés au chapitre 6.6. Cependant, il n'y a pas d'outil pour l'accompagnement des victimes de TEH utilisé par les intervenantes sociales interviewées en Suisse et au Portugal.

« Au centre LAVI on ne doit pas être complètement sûres de l'identification d'une victime de TEH. Nous ne sommes pas la justice. » TS 1

Cet extrait rappelle qu'en tant qu'intervenants sociaux, nous n'avons pas l'autorité pour avoir la certitude qu'une victime de TEH est juridiquement identifiée comme telle.

En deuxième lieu, la possibilité d'utiliser un traducteur a été présentée si cela est nécessaire pour échanger avec la potentielle victime de TEH et pour pouvoir lui transmettre les informations nécessaires à la compréhension de sa situation. De plus, cela permet d'établir un espace sécuritaire avec la personne. Il est également important de prendre le temps avec la potentielle victime de TEH, d'être empathique et d'honorer les tâches que nous leur mentionnons que nous allons faire.

La méthodologie utilisée par les intervenantes sociales pour l'accompagnement et l'identification des victimes de TEH correspondent aux lignes directrices européennes « EuroTrafGuID ». En effet, comme présenté au chapitre 4.4, les intervenantes sociales observent et valorisent la victime dans son intégralité, s'assurent que la victime comprenne absolument tout ce qui lui est dit et ont une approche qui valorise les droits de la personne et la déontologie de chaque profession (juriste, psychologue, sociologue). Cependant, il n'a pas été mentionné par les intervenantes sociales la différence entre l'identification et l'accompagnement des victimes adultes et mineures.

La présence d'une équipe mixte pour la prise en charge des victimes de TEH a également été mentionnée. Cela permet d'établir un espace rassurant et de confiance pour la victime en fonction du traumatisme qu'elle a vécu.

6.6. Outils pour identifier et pour accompagner les victimes de TEH

Les différents outils mis en place utilisés par les professionnelles interviewées identifiant et accompagnant les victimes de TEH sont principalement : la Convention de lutte contre la TEH (chapitre 2.6) et les outils pour le premier entretien (chapitre 4.3 et annexe 7).

Certaines intervenantes sociales interviewées utilisent pour le premier entretien la liste d'identificateurs proposée par le SCOTT ou le guide pratique établi par le Conseil de l'Europe. Toutefois, ces outils ne sont pas connus par l'ensemble des professionnelles interviewées.

Cependant, les professionnels utilisant ces outils mentionnent leur utilité, car cela rappelle différents détails à être attentif lors des identifications.

« Nous avons un canevas avec beaucoup de questions. On sait sur quoi on doit spécialement faire attention quand on fait l'historique de leur venue. On va être spécifiquement attentifs à différents détails ». IS 2

6.7. Enjeux rencontrés par les travailleurs sociaux

Ci-dessous, différentes problématiques surgies lors des échanges avec les professionnels interviewés sont présentées.

6.7.1. Uniformisation des pratiques

Un des principaux enjeux mis en avant par les professionnelles était la difficulté à identifier les victimes de TEH, car la définition internationale ainsi que la définition nationale de la TEH sont très larges et permettent de multiples interprétations. C'est pour cette raison que les professionnelles des différents services n'ont pas la même vision d'identification et essaient de mettre en place des formations ensemble afin d'uniformiser leurs pratiques.

« On fait des formations ensemble, il faut discuter, il faut voir, mais ce n'est pas toujours tout simple d'être d'accord ». IS 2

Afin de permettre une meilleure uniformisation des pratiques, différents outils ont été mis en place par les autorités nationales ainsi que les autorités internationales. Ces outils, permettant de caractériser les actes comme de la TEH complètent les bases légales (chapitre 2.6.1 et suivants).

Au niveau des tribunaux, un doute persiste souvent entre la TEH ou l'usure. La notion de contrainte ainsi que de l'atteinte à la personne sont des choses qui questionnent également.

« C'est assez compliqué à savoir. C'est un challenge parce qu'on a eu quand même plusieurs situations où on a effectivement dit que c'était de l'esclavage et enfin c'était de l'usure, donc au niveau du syndicat et prudhommes il fallait vraiment agir pour que ces employeurs payent tout ce que la personne avait travaillé, mais on avait estimé que ce n'était pas de la traite d'êtres humains parce qu'il manquait par exemple l'atteinte. » IS 2

Ce que nous pouvons constater avec cet extrait est qu'il y a une notion de doute qui persiste dans les caractéristiques de la TEH. Ces caractéristiques qui sont **l'action** (recrutement, accueil, hébergement, etc.), **le but** (exploitation sexuelle, travail forcé, servitude, etc.) et **le moyen** (menace, violence, escroquerie, abus de pouvoir, enlèvement, etc.) présentes au chapitre 2.6.1 permettent d'éclaircir le doute entre TEH et usure.

« Des fois il y a aussi des personnes qui finalement ne sont pas restées longtemps dans cette situation d'exploitation et ne sont pas atteintes » IS 2

La durée de l'exploitation n'est pas un élément relevant d'après les bases légales pour identifier si une personne est victime de TEH. Cela met en évidence une non-exhaustivité et méconnaissance du phénomène par la justice. Cela implique une tendance à sous-exploiter les articles de loi spécifiques à la TEH et de mettre en place un accompagnement non adapté (chapitre 2.2).

6.7.2. Méfiance des victimes de TEH

En général lors de l'identification et de l'accompagnement des victimes de TEH, les professionnelles ont une certaine difficulté à créer un lien de confiance. Ces victimes de TEH, à la suite des diverses situations traumatisantes vécues sont extrêmement méfiantes vis-à-vis des professionnelles. Cela signifie que la relation de confiance entre la victime et l'intervenante sociale peut prendre un certain temps jusqu'à ce que la personne ose répondre à l'ensemble des questions des professionnelles. Cela dépend de chaque personne.

« Les victimes ne racontent pas absolument exactement les mêmes choses, chez les uns, chez les autres » IS 2

Comme nous pouvons le constater, malgré que les intervenantes sociales essaient d'établir dès le départ un lien de confiance avec les victimes, il n'est pas évident en raison des différents traumatismes vécus par la personne.

Pour répondre à cet enjeu, les professionnelles essaient de mettre en place un environnement sécurisé, avec de la nourriture, un hébergement, ainsi que des soins si nécessaires (chapitre 4.4). Elles prennent le temps nécessaire avec les bénéficiaires afin de les mettre en confiance et de permettre ainsi de les encourager à ne pas baisser les bras face à leur difficile situation.

« Prendre le temps de recevoir les personnes » IS 3

6.7.3. Inégalités de traitement

Il a été relevé à plusieurs reprises un traitement inégal entre les hommes victimes de TEH et les femmes. En effet, d'après les interviews, les hommes victimes de TEH se voient loger à l'hôtel contrairement aux femmes qui vont dans un foyer. Ces hommes ne sont pas accompagnés socialement et se retrouvent parfois dans des chambres à plusieurs.

« Il n'y a pas de foyer spécifiquement pour les victimes hommes et il n'y a pas d'accompagnement social. Ils se retrouvent dans des hôtels. » IS 3

En effet, cette problématique d'hébergement en Suisse ainsi que d'améliorations en matière d'aide aux victimes a déjà été mentionnée lors du rapport GRETA de 2016

(chapitre 3.3.1) et vient d'être mentionnée à nouveau dans la publication du deuxième rapport d'évaluation GRETA sur la Suisse paru le 9 octobre 2019.

« Du coup leur isolement social est apparent. Il n'y a pas quelqu'un qui pourrait les aiguiller. Nous imaginons qu'un travailleur social pourrait faire ce travail. »
IS 3

C'est pour cette raison qu'il a été mentionné qu'il faudrait un travailleur social pour aiguiller et pour accompagner les victimes de TEH dans les différentes démarches. Cela leur permettra également de devenir autonomes. Les victimes de TEH sont des personnes qui se trouvent dans une grande détresse. Laisser ces personnes sans un accompagnement peut avoir des conséquences biopsychosociales non négligeables (chapitre 4.5).

6.7.4. Processus de réintégration des victimes de TEH

Différents enjeux ont été décrits par l'intervenante sociale qui travaille quotidiennement dans un centre d'hébergement spécialisé TEH. Un des plus grands enjeux pour cette professionnelle était le peu de temps à disposition. Créer un lien de confiance en 3 mois avec les victimes de TEH sachant qu'elles ont vécu de forts traumatismes est un des plus grands enjeux. De plus, il faut pouvoir travailler l'intégration sociale des victimes, leur autonomie ainsi que leurs projets sociaux et professionnels.

« Il faut beaucoup de temps et d'échanges pour que les victimes nous fassent confiance. En règle générale, les victimes font plus facilement confiance avec la personne qui les a accueillis dès le départ. » traduction faite par moi de l'extrait IS 1

Pour créer un lien de confiance et travailler l'intégration sociale de la victime, c'est extrêmement difficile et quasiment impossible si les centres d'hébergement ont beaucoup de personnes à héberger. En effet, ce sont des personnes qui ont vécu des traumatismes importants et nécessitent un accompagnement spécial, car ces personnes se trouvent dans une grande détresse et qu'elles ont une symptomatologie qui ressemble fortement à celles des personnes ayant subi une torture physique comme nous pouvons le voir au chapitre 4.5.

Ces personnes-là, principalement les enfants, testent les professionnels pour vérifier s'ils vont les abandonner, comme cela a déjà été fait auparavant. Les victimes de TEH ont généralement peu de confiance en elles et un accompagnement doit être mis en place pour regagner cette confiance en soi et être réinsérées socialement.

Les victimes de TEH, qui travaillaient dans des milieux de luxe, tels qu'accompagnatrices de luxe, sont des victimes de TEH avec qui il est difficile d'instaurer un lien de confiance et d'encourager la victime à ne pas retourner dans son ancienne vie.

Ensuite, des questions culturelles ont été mentionnées par l'intervenante sociale 1. Cela principalement au niveau de la réintégration sociale qui relève parfois un vrai défi. Des personnes qui ont été élevées avec des normes sociales différentes de celles demandées par la société dans laquelle la personne vit et qui doit s'adapter afin d'être acceptée socialement. Pour ce faire, la professionnelle met en place des activités telles que le bricolage ou des activités manuelles afin de créer du lien et des échanges avec les individus.

6.7.5. Limites de la protection

Différentes limites au niveau de la protection des victimes de TEH ont été regroupées dans ce chapitre. Premièrement, peu de victimes engagent une procédure judiciaire afin de lutter pour leurs droits et pour déterminer qu'elles étaient bien victimes de TEH. Cela, car les procédures sont longues et difficiles émotionnellement et que les victimes ont peu de chances de gagner. Les forces adverses ont des avocats qui utilisent la situation de fragilité des victimes pour les décrédibiliser lors du jugement.

« La partie adverse va utiliser ça pour la décrédibiliser, ça va être très dur pour la victime, il faut garder cela à l'esprit. » IS 3

Cela a une conséquence au niveau des statistiques suisses, car très peu de cas de TEH cheminent jusqu'au tribunal ce qui fait que les tribunaux n'ont pas forcément des connaissances spécifiques dans la TEH et que le nombre de victimes présentes dans les statistiques ne correspond pas au nombre réel de victimes.

Une autre limite de protection est au niveau de la collaboration. Par exemple au Portugal, une absence d'articulation entre le Tribunal pénal et le Tribunal de la Famille a été constatée par l'intervenante sociale 1 à plusieurs reprises. Cette absence d'articulation cause des problèmes au niveau de la protection et de l'accompagnement des mineurs victimes de TEH. Par exemple, un mineur étant protégé par un hébergement TEH va à l'école et s'enfuit avec un ami. Le Tribunal enverra un courrier à l'hébergement pour annoncer que lorsque le mineur sera retrouvé, il devra décider s'il ira chez sa mère, chez son père ou à l'hébergement. Ce processus est effectué sans qu'une vérification si d'autres procès (tels qu'une mesure de protection TEH) sont en cours.

De nouveau, au Portugal, un problème au niveau de la protection des données au niveau des hôpitaux semble exister d'après l'intervenante sociale. Ceux-ci partagent des informations sur l'endroit où la victime a été orientée après son hospitalisation. Cela pose des problèmes au niveau de la protection des victimes et de leur accompagnement ainsi que des professionnels qui les protègent.

7. Vérification de l'hypothèse

« Les travailleurs sociaux ont des méthodes et des outils propres à leur pratique pour identifier les victimes de traite d'êtres humains ».

Au travers des éléments présentés dans la partie théorique et dans l'analyse effectuée, les professionnelles que j'ai interviewées ne représentent qu'une petite partie des intervenants sociaux exerçant pour la lutte contre la TEH en Suisse. De plus, ce que j'ai pu relever des différents échanges avec ces professionnelles est qu'elles n'ont pas de méthodes ou des outils propres à leur pratique pour identifier, accompagner et orienter les victimes de TEH.

Ce que j'ai pu constater, c'est que certaines des intervenantes sociales utilisent les bases légales ou des outils mis à disposition par le SCOTT, tels que la liste des indicateurs pour identifier, accompagner et orienter les victimes de TEH. Cependant, une méconnaissance des outils mis à disposition des professionnels par le SCOTT,

tel que l'outil competo ou les outils mis en place par le Conseil de l'Europe a pu être observée par certaines professionnelles.

8. Réponse à la question de recherche

Pour revenir sur la question de recherche de ce travail qui était :

« De quelle manière les travailleurs sociaux identifient-ils les victimes de traite d'êtres humains et que font-ils pour les encourager à s'en sortir ? »

Pour revenir sur la question de recherche de ce travail, écrite ci-dessus, les intervenantes sociales identifient les victimes de TEH de différentes manières.

Premièrement, elles ont différents outils tels que le cadre légal et les listes d'indicateurs pour le premier entretien qui leur permettent de ne pas oublier des petits détails importants et de leur rappeler que la TEH est constituée de 3 caractères : l'action, le but et le moyen.

Deuxièmement, dès que les intervenantes sociales estiment qu'il y a beaucoup de chances que leur bénéficiaire soit une victime de TEH, elles le traitent comme telles.

Ensuite, pour encourager les victimes à s'en sortir, les professionnels essaient de mettre en place un lien de confiance. Ils instaurent un climat rassurant à l'aide des besoins primaires tels qu'un hébergement, de l'alimentation et des soins. Ils prennent le temps de discuter avec les potentielles victimes de TEH et sont honnêtes envers elles concernant les procédures et les durées de celles-ci, leur expliquent leurs droits et devoirs et sont présents pour elles.

Limites de la recherche

Les limites de cette recherche sont nombreuses. Premièrement, les données que j'ai recueillies dépendent des professionnelles que j'ai interviewées, de leur expérience, de leurs connaissances et de leur volonté à participer à cette recherche. Deuxièmement, l'échantillon concernant le terrain de recherche n'est pas exhaustif. En effet, les intervenantes sociales que j'ai questionnées représentent qu'une petite partie des professionnels en Suisse exerçant pour la protection des victimes de TEH. Compte tenu de la population et de la problématique de ce travail de recherche, j'ai rencontré des difficultés à trouver des travailleurs sociaux disponibles à participer à cette recherche.

Troisièmement, l'outil que j'ai utilisé qui m'a permis de recueillir des informations auprès des professionnelles pouvait permettre aux professionnelles de répondre avec des informations objectives et subjectives, avec leurs motivations personnelles et professionnelles, leurs opinions et leurs représentations concernant leur pratique professionnelle (Ghiglione, R., 1987 et Vilatte, J. C., 2007).

Une dernière limite de cette recherche est que les professionnelles interviewées n'ont pas fait de formation en travail social (universitaire ou niveau Haute École spécialisé), mais ont une formation issue d'autres domaines.

9. Conclusion

À la suite des différentes recherches menées dans le cadre de ce travail il a été constaté que les travailleurs sociaux identifient des victimes de TEH grâce à différentes méthodes et outils mis en place par les autorités internationales et nationales. Toutefois, certains de ces outils ou méthodes restent méconnus de certains professionnels.

Afin d'encourager les victimes à sortir de leur situation de TEH, les professionnels mettent à disposition un environnement rassurant et sécurisant permettant un cadre de confiance pour qu'elles ne baissent pas les bras face à leur situation. Toutefois, le nombre de situations allant au tribunal est mineur, ce qui peut avoir un impact sur la non-sensibilisation de certains magistrats et de ce fait, avoir des décisions de justice mentionnant d'autres délits au lieu de la TEH.

Le peu de situations présentes en justice définit également les statistiques suisses concernant le nombre de victimes de TEH.

La sensibilisation et la formation des professionnels sont nécessaires pour avoir la possibilité de contrer cette invisibilité de la TEH. Cependant, il n'y a pas de formation obligatoire dans la TEH pour les professionnels exerçant dans ce domaine. L'ensemble des professionnels interviewés ont effectué des formations sur le tas.

Ensuite, il a été intéressant d'observer qu'au Portugal ainsi que dans d'autres pays européens, la présence d'équipes multidisciplinaires composées de travailleurs sociaux, psychologues et membres de la police travaillent en commun sur le terrain afin d'identifier au mieux les victimes de TEH.

Pour conclure, la présence d'un travailleur social de type assistant social ou éducateur serait intéressante pour accompagner les victimes hommes placées à l'hôtel sans accompagnement. Cela permettrait de travailler la problématique de l'isolement social des victimes de TEH et de retour à l'autonomie.

9.1. Posture critique

Ce travail m'a permis de vérifier ma partie théorique et de confirmer mes connaissances en lien avec la TEH. De plus, il a permis de mettre en avant l'importance de l'identification des victimes de TEH afin de protéger leurs droits et de leur offrir un accompagnement adapté à leur situation. Si les professionnels ne sont pas sensibilisés à cette problématique ni formés, la TEH restera invisible et l'accompagnement des victimes de TEH ne sera pas adapté.

J'ai trouvé intéressante la posture des différentes professionnelles pour identifier et accompagner les victimes de TEH. Cela a permis de constater que malgré une non-formation des professionnelles interviewées, une certaine uniformisation existe et que l'accompagnement correspond aux lignes directrices européennes. Toutefois, je me questionne, car elles appliquent des postures conseillées par les lignes directrices européennes sans avoir suivi une formation en lien avec la TEH.

J'ai également trouvé surprenant que la plus grande partie des professionnelles n'aient pas suivi ou reçu une formation spécifique en lien avec la TEH ni que cela soit nécessaire sachant que des séminaires sont organisés pour l'ensemble des professionnels concernés et que pour identifier des victimes de TEH il faut avoir des connaissances spécifiques.

L'absence de travailleurs sociaux pour ma recherche m'a surpris. Je pensais qu'il y aurait plus de travailleurs sociaux du type assistants sociaux ou éducateurs qui seraient présents pour identifier et pour accompagner les victimes de TEH grâce à leurs compétences spécifiques, telles que leurs connaissances génériques du système suisse, du droit suisse, leur empathie, leur écoute active, des techniques d'entretien, etc. Il serait intéressant et pertinent de mettre en place des actions de sensibilisation et formation afin d'identifier les victimes, de les accompagner vers leur autonomie et de les orienter au mieux.

9.2. Apprentissages

La réalisation de ce travail m'a permis d'acquérir un nombre important d'apprentissages tant au niveau technique qu'intellectuel. J'ai appris à faire un travail d'initiation à la recherche, à établir une problématique, à faire des hypothèses, à mettre en place une question de recherche. Cela m'a également appris à prendre contact avec les professionnels en étant conscient des règles éthiques et déontologiques à adopter et à mettre en place une méthodologie pour analyser des données et à les analyser.

De plus, ce travail de recherche m'a également permis d'acquérir un nombre important d'apprentissages au niveau technique tels que faire des recherches bibliographiques, des référencement corrects, des créations de schémas, à créer des styles de texte, à être clair dans mes propos et à être dans l'objectivité.

Ce travail fut un travail de longue haleine qui m'a permis d'apprendre davantage sur moi-même et sur ce qu'une recherche demande au niveau des connaissances et de l'organisation de travail et de temps.

Toutefois, ce travail qui n'a pas été facile pour moi et auquel j'effectuerai deux principales critiques que j'en tirerai apprentissage pour un prochain travail, sont : le peu d'interviews que j'ai réalisé ne m'ont pas permis de définir des réponses exactes et réalistes. Toutefois, cela a été une contrainte du terrain et cela m'a appris à être conscient que lors d'une recherche, nous ne pouvons pas tout contrôler.

Une deuxième critique que je ferai à mon travail est les échanges que j'ai pu avoir avec les professionnelles interviewées. J'aurais pu d'avantage creuser leurs réponses et avoir plus d'informations pertinentes pour ce travail. Cependant, cela a été difficile pour moi, car je ne me suis pas rendu compte que lors de la réalisation des retranscriptions des divers entretiens.

Bibliographie

Bases légales internationales

Convention conclue à New York le 20 novembre 1989 relative aux droits de l'enfant : RS 0.107. Récupéré le 20 octobre 2019 de <https://www.admin.ch/opc/fr/classified-compilation/19983207/index.html>

Convention conclue à Varsovie le 16 mai 2005 sur la lutte contre la traite des êtres humains : RS 0.311.543. Récupéré le 10 mars 2019 de <https://www.admin.ch/opc/fr/classified-compilation/20101963/index.html>.

Convention des Nations Unies du 15 novembre 2000 contre la criminalité transnationale organisée : RS 0.311.54. Récupéré le 2 novembre 2018 de <https://www.admin.ch/opc/fr/classified-compilation/20040855/index.html>.

Convention du 20 novembre 1989 relative aux droits de l'enfant : RS 0.107. Récupéré le 2 novembre 2018 de <https://www.admin.ch/opc/fr/classified-compilation/19983207/index.html>.

Convention du Conseil de l'Europe du 16 mai 2005 sur la lutte contre la traite des êtres humains : RS 0.311.543. Récupéré le 2 novembre 2018 de <https://www.admin.ch/opc/fr/classified-compilation/20101963/index.html>.

Convention du Conseil de l'Europe du 25 mars 2015 contre le trafic d'organes humains. Récupéré de https://www.admin.ch/ch/f/gg/pc/documents/2911/Convention-contre-le-traffic-d-organes_Convention_fr.pdf.

Convention du Conseil de l'Europe du 25 octobre 2007 sur la protection des enfants contre l'exploitation et les abus sexuels : RS 0.311.40. Récupéré le 2 novembre 2018 de <https://www.admin.ch/opc/fr/classified-compilation/20121286/index.html>.

Convention no 29 du 28 juin 1930 concernant le travail forcé ou obligatoire : RS 0.822.713.9. Récupéré le 2 novembre 2018 de <https://www.admin.ch/opc/fr/classified-compilation/19300042/201204250000/0.822.713.9.pdf>.

Convention relative à l'esclavage du 25 septembre 1926 : RS 0.311.37. Récupéré le 16 novembre 2018 de <https://www.admin.ch/opc/fr/classified-compilation/19260034/index.html>.

Organisation des Nations Unies. (2008, Janvier 9). Protocole contre le trafic illicite des migrants par terre, air et mer, additionnel à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée, article 3 "terminologie", alinéa a. Récupéré de <http://www.refworld.org/cgi-bin/texis/vtx/rwmain/opendocpdf.pdf?reldoc=y&docid=4891c27e2>.

Protocole additionnel du 15 novembre 2000 à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée visant à prévenir, réprimer et punir la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants : RS 0.311.542. Récupéré le 2 novembre 2018 de <https://www.admin.ch/opc/fr/classified-compilation/20040856/index.html>.

Protocole facultatif du 25 mai 2000 à la Convention relative aux droits de l'enfant, concernant la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants : RS 0.107.2. Récupéré le 2 novembre 2018 de https://www.bsv.admin.ch/dam/bsv/fr/dokumente/alt/familie_generationenundgesellschaft/fakultativprotokoll2kinderhandel.pdf.download.pdf/protocole_facultatifventedenfants.pdf.

Bases légales suisses

ATF 128 IV 117. Récupéré le 2 novembre 2018 de http://relevancy.bger.ch/php/clir/http/index.php?lang=fr&zoom=OUT&type=show_document&highlight_docid=atf%3A%2F%2F128-IV-117%3Afr.

Code pénal suisse du 21 décembre 1937 (CP) : RS 311.0. Récupéré de <https://www.admin.ch/opc/fr/classified-compilation/19370083/index.html>.

Loi fédérale du 16 décembre 2005 sur les étrangers (Letr) : RS 142.20. Récupéré le 2 novembre 2018 de <https://www.admin.ch/opc/fr/classified-compilation/20020232/index.html>.

Loi fédérale du 23 décembre 2011 sur la protection extraprocédurale des témoins (Ltém) : RS 312.2. Récupéré le 2 novembre 2018 de <https://www.admin.ch/opc/fr/classified-compilation/20091842/index.html>.

Loi fédérale du 23 mars 2007 sur l'aide aux victimes d'infractions (LAVI) : RS 312.5. Récupéré le 2 novembre 2018 de <https://www.admin.ch/opc/fr/classified-compilation/20041159/index.html>.

Message portant approbation du Protocole facultatif du 25 mai 2000 se rapportant à la Convention relative aux droits de l'enfant, concernant la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants et sur la modification correspondante de la norme pénale relative à la traite d'êtres humains : RS. 05.030. Récupéré le 2 novembre 2018 de <https://www.admin.ch/opc/fr/federal-gazette/2005/2639.pdf>.

Ordonnance du 23 octobre 2013 sur les mesures de prévention des infractions liées à la traite des êtres humains (Ordonnance contre la traite des êtres humains) : RS 311.039.3. Récupéré le 2 novembre 2018 de <http://www.admin.ch/opc/fr/classified-compilation/20130817/index.html>.

Ordonnance du 24 octobre 2007 relative à l'admission, au séjour et à l'exercice d'une activité lucrative (OASA) : RS 142.201. Récupéré le 2 novembre 2018 de <https://www.admin.ch/opc/fr/classified-compilation/20070993/index.html>.

Ordonnance du 7 novembre 2012 sur la protection extraprocédurale des témoins (Otém) : RS 312.21. Récupéré le 2 novembre 2018 de <http://www.admin.ch/opc/fr/classified-compilation/20122012/index.html>.

Loi fédérale du 8 octobre 2004 sur la transplantation d'organes, de tissus et de cellules : RS 810.21. Récupéré le 12 mai 2019 de <https://www.admin.ch/opc/fr/classified-compilation/20010918/index.html>.

Autres références bibliographiques

Association Campagne Euro 08 contre la traite des femmes. (2008a). *Campagne Euro 08 contre la traite des femmes*. Récupéré de <https://www.frauenhandeleuro08.ch/fr/home/>.

Association Campagne Euro 08 contre la traite des femmes. (2008b). *Matériel*. Récupéré de https://www.frauenhandeleuro08.ch/files/images/traitedesfemmesge2_thumb.jpg.

Association Campagne Euro 08 contre la traite des femmes. (2008c). *Chiffres, faits et analyses au sujet de la protection actuelle des victimes de la traite des femmes en Suisse*. Récupéré de https://www.frauenhandeleuro08.ch/files/dokumente/synopse_fr.pdf

Boschetti, P., & Nicol, X. (2017, Février 16). Trafic de travailleurs, l'Eldorado suisse. Temps présent. Suisse : Radio Télévision Suisse. Récupéré de <https://pages.rts.ch/emissions/temps-present/8282138-traffic-de-travailleurs-leldorado-suisse.html>.

Bressan, E., & Cesalli, F. (2017, Mai 4). Violence, la parole aux femmes. Temps présent. Suisse: Radio Télévision Suisse. Récupéré le de <https://pages.rts.ch/emissions/temps-present/8480610-violence-la-parole-aux-femmes.html#8480612>.

Canton du Valais. (2019). *Contacts de la LAVI*. Récupéré de <https://www.vs.ch/web/sas/lavi-contacts>.

Centre fédéral Migration MYRIA. (2018). *Rapport annuel d'évaluation 2018 Traite et trafic d'êtres humains, mineurs en danger majeur*. Récupéré de https://www.myria.be/files/MYRIA_Rapport_2018_TRAITE_opmaak-FR_AS.pdf

CIG, OTSH, Euro TrafGuID. (2015) *Sistema de Referência Nacional de Vítimas de Tráfico de Seres Humanos Orientação para a Sinalização de Vítimas de Tráfico de Seres Humanos em Portugal*. Lisboa : CIG

Conférence des directeurs Cantonaux des Affaires Sociales (CDAS). (2007). *Situation et protection des victimes de la traite des personnes en Suisse : rapport sur l'étude du Forum suisse pour l'étude des migrations (SFM)*. Récupéré le 16 novembre 2018 de http://www.sodk.ch/fileadmin/user_upload/Fachbereiche/Opferhilfe/2007_Bericht_Menschenhandel_f.pdf.

Direction de la police et des affaires militaires. (2019). *Groupe de coopération contre la traite des êtres humains*. Récupéré de <https://www.pom.be.ch/pom/fr/index/direktion/organisation/generalsekretariat/koge-kooperationsgremium-menschenhandel.html>.

Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale. (2019). *Aide aux victimes d'infractions*. Récupéré de : <https://www.gef.be.ch/gef/fr/index/soziales/soziales/opferhilfe.html>.

Directives du DFAE sur les mesures de prévention de la traite d'êtres humains ayant des effets à l'étranger et sur la protection des victimes. Récupéré le 2 novembre 2018

de https://www.fedpol.admin.ch/dam/data/ksmm/dokumentation/berichte/eda_trafficking_guidelinesf.pdf.

Dubosson, L., & Berthoud, J. (2016, décembre). L'esclavage moderne, places et enjeux pour le travail social dans cette problématique. Travail de Bachelor pour l'obtention du diplôme Bachelor of Arts HES-SO en travail social. Sierre: Haute École de Travail Social - HES-SO/Valais - Wallis. Récupéré de <https://core.ac.uk/download/pdf/79427239.pdf>.

État de Fribourg. (2018, 3 décembre). *Mécanismes de coopération contre la traite des êtres humains*. Récupéré de : <https://www.fr.ch/dsj/police-et-securite/prevention/mecanisme-de-cooperation-contre-la-traite-des-etres-humains>.

État de Vaud. (2019). *Traite des êtres humains*. Récupéré de : <https://www.vd.ch/themes/soutien-social-et-aides-financieres/soutien-aux-victimes-de-violence/traite-des-etres-humains/>.

European Association of Schools of Social Work (EASSW). (2017, 10 avril). *Définition Internationale du Travail Social*. Récupéré de <https://www.eassw.org/global/definition-internationale-du-travail-social/>

Ghiglione, R. (1987). Les techniques d'enquêtes en sciences sociales. Paris : Dunod

Groupe d'Experts sur la lutte contre la traite des êtres humains (GRETA). (2014, 6 mai). *Questionnaire pour l'évaluation de la mise en œuvre de la Convention du Conseil de l'Europe sur la lutte contre la traite des êtres humains par les Parties*. Récupéré de <https://rm.coe.int/greta-2018-16-rq2-che-fr/16808e2c96>.

Groupe d'Experts sur la lutte contre la traite des êtres humains (GRETA). (2019, 9 octobre). *Rapport concernant la mise en œuvre de la Convention du Conseil de l'Europe sur la lutte contre la traite des êtres humains par la Suisse, 2^e cycle d'évaluation*. Récupéré de <https://rm.coe.int/rapport-sur-la-mise-en-oeuvre-de-la-convention-du-conseil-de-l-europe-/16809833f5>

Haute École de Travail Social Genève (HETS). (2015) *Lutte contre la traite des êtres humains*. Récupéré de <https://www.hesge.ch/hets/formation-continue/formation-courte/travail-social/lutte-contre-traite-des-etres-humains>.

International Federation of Social Workers (IFSW). (2019, 14 février). *An Interview with the Deputy High Commissioner (OHCHR) on "Social Workers Standing Up for Human Rights"*. Récupéré de <https://www.ifsw.org/an-interview-with-the-deputy-high-commissioner-ohchr-on-social-workers-standing-up-for-human-rights/>

Kernen, V. (2011). *Traite d'êtres humains en Suisse romande : Une réalité invisible*. Récupéré de http://www.voixdumonde.ch/index.php/articles_ch/view/traite-detres-humains-en-suisse-romande-une-realite-invisible.

La Cimade. (2016). La traite des êtres humains, mieux identifier et accompagner les victimes. Paris: La Cimade. Récupéré de https://www.lacimade.org/wp-content/uploads/2016/10/La_Cimade_Traite.pdf.

La Suisse contre la traite d'êtres humains. (2018) *Les loverboys c'est quoi ?*. Récupéré de <https://www.18oktober.ch/fr/more-about-human-trafficking>.

La Suisse contre la traite des êtres humains. (2017a). 18 octobre - La Suisse contre la traite des êtres humaines. Récupéré de <https://www.18oktober.ch/fr>.

La Suisse contre la traite des êtres humains. (2017b). Photo Gallery. Récupéré de https://www.18oktober.ch/sites/default/files/gallery/20171117_112323.jpg.

Lièvre, P. (2006). *Manuel d'initiation à la recherche en travail social : Construire un mémoire professionnel* (2e éd., ed., Politiques et interventions sociales). Rennes: Ed. ENSP.

Ministère des Affaires étrangères. (2013, Septembre). Lutte contre la traite des êtres humains: La France et la lutte contre la traite des êtres humains. France Diplomatie. Paris, France. Récupéré de <https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/politique-etrangere-de-la-france/droits-de-l-homme/lutte-contre-la-traite-des-etres-humains/>.

Moret, J., Efonayi-Mäder, D., & Stants, F. (2007). Traite des personnes en Suisse: quelles réalités, quelle protection pour les victimes ? Neuchâtel, Suisse: Swiss Forum for migration and population studies. Récupéré de https://doc.rero.ch/reco rd/8292/files/s_52.pdf.

Nations Unies (2015). Transformer notre monde : le programme de développement durable à l'horizon 2030. Récupéré de https://www.un.org/ga/search/view_doc.asp?symbol=A/RES/70/1&Lang=F.

Office fédéral de la police (fedpol). (2018a). *Coopération nationale avec les ONG*. Récupéré de <https://www.fedpol.admin.ch/fedpol/fr/home/kriminalitaet/menschenhandel/kooperation/national.html#31f67878-af84-441b-a409-d844f69dc4b6-box-content>.

Office fédéral de la police (fedpol). (2018b). *Exemples de traite*. Récupéré de : <https://www.fedpol.admin.ch/fedpol/fr/home/kriminalitaet/menschenhandel/fallbeispiele.html>.

Office fédéral de la statistique (OFS). (2018a). *Infractions enregistrées par la police selon le Code pénal selon Infraction et Année*. Récupéré de https://www.pxweb.bfs.admin.ch/pxweb/fr/px-x-1903020100_101/px-x-1903020100_101/px-x-1903020100_101.px/table/tableViewLayout2/?rxid=0bdafbb3-315e-4a40-bbbb-19ae2c459da9.

Office fédéral de la statistique (OFS). (2018b). *Statistiques sur l'aide aux victimes 2018*. Récupéré de <https://www.bfs.admin.ch/bfs/fr/home/statistiques/criminalite-droit-penal/aide-victimes.assetdetail.8166964.html>

Office fédéral de la Statistique. (2018, Juin 19). Consultations des victimes selon l'infraction. Récupéré de <https://www.bfs.admin.ch/bfs/fr/home/statistiques/criminalite-droit-penal/aide-victimes/consultations-prestations.html>.

Organisation des Nations Unies. (2015, Septembre 25). Transformer notre monde : le Programme de développement durable à l'horizon 2030. Récupéré de https://unctad.org/meetings/fr/SessionalDocuments/ares70d1_fr.pdf.

Organisation Internationale contre l'esclavage moderne. (2018, Août 1). Esclavage moderne - définition. Récupéré de <http://www.oicem.org/esclavage-moderne/definitions/>.

Organisation Suisse d'Aide aux Réfugiés (OSAR). (2019, 4 avril). *Procédure d'asile et victimes de traite des êtres humains : des améliorations sont nécessaires*. Récupéré de <https://www.osar.ch/news/archives/2019/procedure-dasile-et-victimes-de-traite-des-etres-humains-des-ameliorations-sont-necessaires.html>.

Pagella, C., (2019). *Anissa, esclave à Genève*. Récupéré de <https://www.illustre.ch/magazine/anissa-esclave-geneve>.

Peyroux, O. (2013). *Délinquants et Victimes, la traite des enfants d'Europe de l'Est en France*, avant-propos de Robert Badinter, AAPM - Éditions Non lieu, p. 92.

Plan d'action de l'OSCE pour lutter contre la traite des êtres humains. Récupéré le 2 novembre 2018 de <https://www.osce.org/fr/pc/42709?download=true>.

Plateforme d'information HumanRights. (2015, 24 septembre). *Qu'est-ce que les droits humains ?*. Récupéré de : <https://www.humanrights.ch/fr/service/connaissances/philosophie/>.

Prévention Suisse de la Criminalité. (2019) *Traite des êtres humains*. Récupéré de <https://www.skppsc.ch/fr/sujets/violence/traite-des-etres-humains/>

Processus directeur Competo. Récupéré le 2 novembre 2018 de <https://www.sem.admin.ch/dam/data/sem/rechtsgrundlagen/weisungen/auslaender/ohne-erwerb/leitprozess-competo-f.pdf>.

République et canton de Genève. (2017, 20 décembre). *Traite d'êtres humains*. Récupéré de : <https://www.ge.ch/traite-etres-humains/comment-organise-lutte-contre-traite-etres-humains-geneve>.

Secrétariat d'État aux migrations (SEM). (2017). *Séjour sans activité lucrative au motif d'un intérêt public important et dans les cas individuels d'une extrême gravité* (Directives du Secrétariat d'État aux migrations SEM, I.5, version 25.10.2013, état le 06.03.2017) Récupéré le 2 novembre 2018 de <https://www.sem.admin.ch/content/dam/data/sem/rechtsgrundlagen/weisungen/auslaender/weisungen-aug-f.pdf>.

Secrétariat d'État aux migrations (SEM). *Circulaire Reconnaissance des écoles privées inscrites au Registre des écoles privées en Suisse (art. 24 de l'ordonnance relative à l'admission, au séjour et à l'exercice d'une activité lucrative OASA)* Récupéré le 2 novembre 2018 de <https://www.sem.admin.ch/dam/data/sem/rechtsgrundlagen/weisungen/auslaender/ohne-erwerb/20151207-rs-privatschulregister-f.pdf>.

Secrétariat d'État aux migrations (SEM). *Liste de contrôle pour l'identification des victimes de la traite d'être humains*. Récupéré le 2 novembre 2018 de <https://www.sem.admin.ch/dam/data/sem/rechtsgrundlagen/weisungen/auslaender/ohne-erwerb/checkliste-opfer-menschenhandel-f.pdf>.

Service de coordination contre la traite d'êtres humains et le trafic de migrants (SCOTT). (2017, Avril 20). *Le Service de coordination contre la traite d'êtres humains et le trafic de migrants (SCOTT) et son Bureau de direction permanent*. Récupéré de <https://www.ksmm.admin.ch/ksmm/fr/home/ueberuns/organisation.html>.

Service de coordination contre la traite d'êtres humains et le trafic de migrants (SCOTT). (2016, Novembre). Lutte contre la traite d'êtres humains en Suisse – étapes stratégiques. Suisse. Récupéré de https://www.ksmm.admin.ch/dam/data/ksmm/dokumentation/fact_sheet/meilensteine-mh-f.pdf.

Service de coordination contre la traite d'êtres humains et le trafic de migrants (SCOTT) et l'Office fédéral de la police (OFP). (2005). Mécanismes de coopération contre la traite d'êtres humains. Guide pratique. Berne, Suisse. Récupéré de https://www.ksmm.admin.ch/dam/data/ksmm/dokumentation/leitfaden/leitfaden_f.pdf.

Service de coordination contre la traite d'êtres humains et le trafic de migrants (SCOTT). (2007). Lutte contre la traite des êtres humains en Suisse : Progrès, situation et priorités. Rapport du bureau de direction du SCOTT. Berne, Suisse. Récupéré de https://www.ksmm.admin.ch/content/dam/data/ksmm/dokumentation/berichte/071108_ber-ksmm-f.pdf.

Service de coordination contre la traite d'êtres humains et le trafic de migrants (SCOTT). (2014, Août 29). Idées reçues les plus courantes. Récupéré de <https://www.ksmm.admin.ch/ksmm/fr/home/menschenhandel/besondere-aspekte/irrm einungen.html>.

Service de coordination contre la traite d'êtres humains et le trafic de migrants (SCOTT). (2016). Plan d'action national contre la traite d'êtres humains 2017-2020. Rapport du bureau de direction du SCOTT. Berne, Suisse. Récupéré de <https://rm.coe.int/annexe-2-plan-d-action-national-2017-2020-fr/16808e2c8a>.

Stiftung gegen Gewalt an Frauen und Kindern. (2016). *Unser Statement gegen Gewalt*. Récupéré de <http://stiftung-gegen-gewalt.ch/web/>

SWI. (2016, 20 octobre). *Conférence d'Interpol sur la traite d'êtres humains à Lugano*. Récupéré de <https://www.swissinfo.ch/fre/conf%C3%A9rence-d-interpol-sur-la-traite-d-%C3%AAtres-humains-%C3%A0-lugano/42530736>.

United Nations Office on Drugs and Crime (UNODC). *Global Report on Trafficking in Persons 2018*. (United Nations publication, Sales No. E.19.IV.2) Vienna. Récupéré de https://www.unodc.org/documents/data-and-analysis/glotip/2018/GLOTiP_2018_BOOK_web_small.pdf.

United Nations Office on Drugs and Crimes (UNODC). (2014). *Global Report on Trafficking Persons*. Récupéré de http://www.unodc.org/documents/data-and-analysis/glotip/Glotip16_Country_profile_WC_Europe.pdf.

Annexe 1 : Descriptif du projet d'akto concernant le Centre d'hébergement et protection pour enfants victimes de traite d'êtres humains

Source : <http://www.akto.org/pt/o-nosso-trabalho/projecto-cap/>

Région d'intervention : Centre du Portugal

Objectif principal : Promouvoir l'intégration sociale et combattre la pauvreté et toute forme de discrimination.

Public cible : Enfants (moins de 18 ans) victime de la traite d'êtres humains (TEH)

Prestations offertes aux bénéficiaires par le centre :

- Accueil en hébergement des enfants victimes de TEH ; (6 places)
- Évaluation de la situation de la personne (diagnostique) ;
- (Re)construction d'un projet de vie ;
- Dynamisation des plans sociaux éducatifs individuels ;
- Service d'accompagnement (juridique, psychologique, social, formation e médicale).

Objectifs du centre :

- Créer une réponse au niveau national (portugais) concernant l'hébergement, l'accompagnement et la protection des enfants victimes de TEH ;
- Promouvoir la protection, la sécurité, le bien-être, les conditions d'existence et la qualité de vie des enfants victimes de TEH, par le biais d'une réponse effective, spécialisée et dirigée ;
- Assurer le fonctionnement d'une ligne d'assistance téléphonique disponible 24 heures sur 24 ;
- Promouvoir le développement personnel et social de l'enfant et lui fournir des conditions de bien-être et de sécurité ;
- Assurer l'intérêt de l'enfant ;
- Assurer des réponses adéquates aux besoins d'un appui médical, de stabilité émotionnelle et psychologique des enfants ;
- Aider les enfants à développer leurs compétences personnelles, sociales, scolaires et professionnelles à travers de programmes de formation spécifiques ;
- Assurer les moyens nécessaires au développement personnel et à la formation scolaire et professionnelle avec la coopération de l'école, de structures de formation professionnelle et de la communauté ;
- Satisfaire les besoins de bases ;
- Stimuler la créativité et l'esprit d'interaction et d'initiative ;
- Définir les respectifs projets de vie, en tenant en compte l'insertion familiale ou sociale ou autre si cela correspond mieux à sa situation ;

- Accompagner la victime dans son autonomie, minimisant le risque d'exclusion sociale.

Annexe 2 : Notes d'entretien informel exploratoire avec ancienne juriste du Centre Social Protestant de Genève

En tant que premier entretien, j'ai rencontré une ancienne juriste au CSP de Genève.

Le lieu où Madame a travaillé a été le premier à être développée en Suisse pour répondre aux questions des victimes de la traite d'êtres humains.

Cette place a été créée grâce à deux femmes qui se sont vues obligées de fermer les portes de leur première association qui empiétait sur d'autres associations.

Cette association avait créé un numéro d'urgence pour répondre aux questions des victimes de TEH. Elle a fermé au moment d'une campagne de sensibilisation menée à l'aide d'affiches placées sur des bus. Celles-ci proposaient un numéro d'urgence et d'information. Une fois ce numéro affiché, il a fallu quelqu'un pour réceptionner les appels. C'est donc la CSP qui a pris ce rôle dès 2010 de manière temporaire et en 2014, elle prend le mandat pour cette activité. Le CSP trouve les fonds nécessaires et relance une campagne de sensibilisation à la problématique de la TEH.

À Genève, le CSP s'occupe de l'aide juridique, le Cœur des Grottes de l'accompagnement social, de l'accueil et du logement des victimes et le Centre LAVI de l'accompagnement financier. (Par exemple : payer les consultations chez le psychologue, les factures du foyer, du médecin, de la nourriture, etc.)

L'association ASPAZI à Genève aide les travailleuses du sexe et a un lien de confiance avec cette partie de la population. Selon cette association, il y a deux types de prostitution. La prostitution légale, c'est-à-dire les personnes qui font cela pour vivre et qui choisissent de le faire, et la prostitution illégale, celles qui se font exploiter.

L'ASTREE à Lausanne est un foyer sécurisé, mais n'est pas secret. C'est un foyer qui collabore beaucoup avec la police.

En Suisse, il existe des bus qui servent à sensibiliser les personnes à l'exploitation sexuelle, tels que le *bus boulevard* qui est à Genève et le bus du 18 octobre lancé par la confédération.

Le Cœur des Grottes, qui se situe à Genève, possède un foyer pour femmes, où elles sont accompagnées socialement. Ce foyer est dirigé par Anne Marie Von-Arx, experte en lutte contre la traite des êtres humains, très présente dans ce milieu qu'est la défense des victimes de TEH.

Mme m'a informé qu'il faudrait trouver des activités pour ces jeunes femmes afin qu'elles développent une autonomie et se changent les idées. Elle dit que cela se fait, mais pas assez.

Le numéro d'urgence pris en charge par le CSP est un moyen très restreint de s'occuper des victimes de TEH. Ce sont essentiellement des juristes, et actuellement il y en a uniquement deux qui travaillent.

Le Centre LAVI doit s'occuper des victimes d'infractions corporelles. Selon la LAVI, le centre doit financer des psychologues, des médecins, un foyer, de la nourriture pour la victime. Les Centre LAVI ont donc des obligations légales. Ce qui est compliqué au niveau de l'accompagnement des victimes est que le Centre LAVI suit les victimes en faisant un bilan chaque mois et cela n'est pas suffisant.

À Genève, il y a la Brigade de police spécialisée (BPTI) qui contrôle régulièrement les Roms qui mendient et les licences des travailleuses du sexe afin de vérifier si elles

sont victimes de TEH. Cependant, l'exploitation domestique n'est pas très contrôlée à Genève. Tout d'abord, après l'interpellation au poste de police des potentielles victimes, aucun accompagnement social n'est prévu. En outre, la personne chargée de rassurer les victimes est un juriste, alors qu'il aurait été plus judicieux de choisir un travailleur social pour cette tâche.

Selon Madame, la principale difficulté réside dans le fait que les professionnels ainsi que la population suisse ne sont pas suffisamment sensibilisés à la problématique de la TEH. Ceux-ci devraient être informés de l'existence de certains outils afin de pouvoir identifier des victimes ou du moins pouvoir informer les autorités. En effet, très souvent, les victimes identifiées le sont grâce à un témoin qui vient en aide. Si personne ne sait reconnaître les victimes, celles-ci ne pourront pas être aidées.

De plus, certains tribunaux n'ont pas de professionnels spécialisés ou sensibilisés à cette problématique, ce qui pose des problèmes au niveau des droits des victimes qui ne sont pas respectés.

Au niveau des formations, le SCOTT et la HETS GE donnent une formation tous les 2 ans sur la TEH.

La Consultation ambulatoire mobile de soins communautaires (CAMSCO) à Genève a des médecins qui suivent les victimes de TEH. Ils parlent de ces victimes comme des cas uniques avec des syndromes posttraumatiques importants.

Pistes pour la problématique données par Mme:

- L'importance de l'identification, de la communication et de la sensibilisation à cette problématique.
- Identification des victimes, quelles caractéristiques pour les identifier ?
- Comment ne pas laisser partir les victimes, mais créer un lien de confiance avec elles et les encourager à aller jusqu'au bout de la dénonciation ?
- Comment leur donner une certaine autonomie après leur identification et leur accompagnement ?
- La procédure pénale ne pense pas du tout aux besoins des victimes, et les médecins disent que ce sont des personnes avec des besoins particuliers. Comment créer un équilibre entre ces deux camps ?

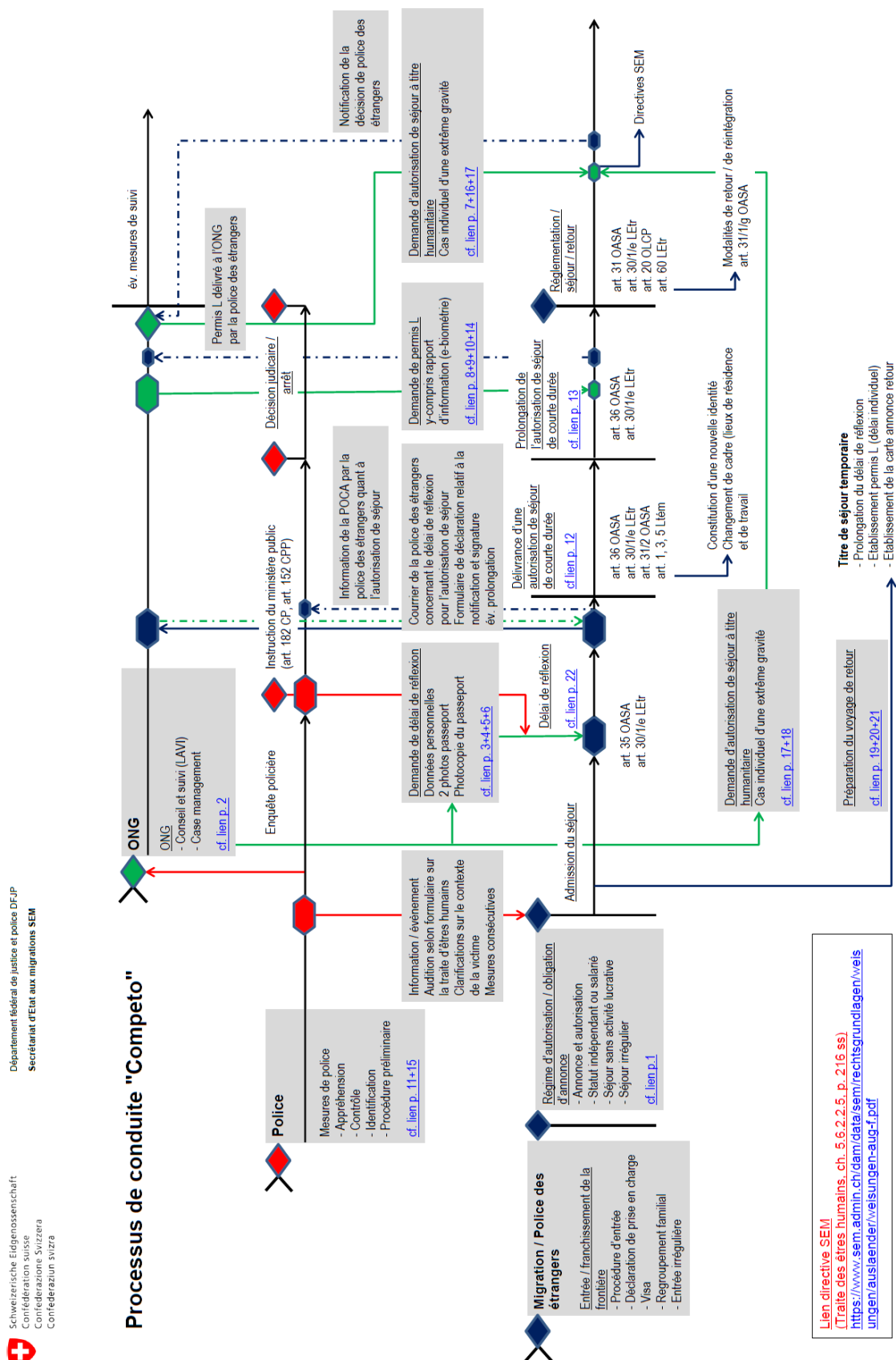
Annexe 3 : Liste des pays internationaux participant à l'étude

Source : https://www.unodc.org/documents/data-and-analysis/glotip/2018/GLOTiP_2018_BOOK_web_small.pdf

WESTERN AND SOUTHERN EUROPE	CENTRAL AND SOUTH-EASTERN EUROPE	EASTERN EUROPE AND CENTRAL ASIA	SOUTH ASIA	EAST ASIA AND THE PACIFIC	NORTH AMERICA	CENTRAL AMERICA AND THE CARIBBEAN	SOUTH AMERICA	SUB-SAHARAN AFRICA	NORTH AFRICA AND THE MIDDLE EAST
Andorra	Bosnia and Herzegovina	Azerbaijan	Afghanistan	Australia	Canada	Antigua and Barbuda	Argentina	Angola	Algeria
Austria	Bulgaria	Armenia	Bangladesh	Brunei	Mexico	Bahamas	Bolivia (Plurinational State of)	Benin	Bahrain
Belgium	Croatia	Belarus	Bhutan	Darussalam	United States of America	Costa Rica	Brazil	Burkina Faso	Egypt
Cyprus	Czechia	Georgia	India	Cambodia		Cuba	Chile	Cameroon	Israel
Denmark	Estonia	Kyrgyzstan	Maldives	China		Dominican Republic	Colombia	Central African Republic	Jordan
Finland	Hungary	Republic of Moldova	Nepal	Indonesia		El Salvador	Ecuador	Côte d'Ivoire	Kuwait
France	Latvia	Russian Federation	Pakistan	Japan		Honduras	Guyana	Democratic Republic of the Congo	Lebanon
Germany	Lithuania	Tajikistan	Sri Lanka	Lao People's Democratic Republic		Grenada	Paraguay	Guinea	Morocco
Greece	Montenegro	Turkmenistan		Malaysia		Guatemala	Peru	Guinea-Bissau	Oman
Ireland	Poland	Ukraine		Mongolia		Jamaica	Uruguay	Kenya	Sudan
Italy	Romania			Myanmar		Panama	Venezuela (Bolivarian Republic of)	Ghana	Syrian Arab Republic
Lichtenstein	Serbia			New Zealand		Trinidad and Tobago		Guinea	Tunisia
Luxembourg	Slovakia			Philippines				Kenya	United Arab Emirates
Malta	Slovenia			Republic of Korea				Lesotho	
Netherlands	The former Yugoslav Republic of Macedonia			Singapore				Liberia	
Norway				Thailand				Madagascar	
Portugal				Timor-Leste				Malawi	
Spain				Viet Nam				Mali	
Sweden								Mauritius	
Switzerland								Mozambique	
Turkey								Namibia	
United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland								Niger	
								Nigeria	
								Rwanda	
								Sierra Leone	
								Senegal	
								South Africa	
								Uganda	
								United Republic of Tanzania	
								Zambia	

Annexe 4 : Processus de conduite « Competo »

Source : <https://www.sem.admin.ch/dam/data/sem/rechtsgrundlagen/weisungen/auslaender/ohne-erwerb/leitprozess-competo-f.pdf>



Annexe 5 : Liste des organisations spécialisées en Suisse romande

Nom	Compétence	Adresse
Centre LAVI	Femmes Hommes et enfants <i>Conseils, aide financière et accompagnement dans les démarches à entreprendre.</i>	Fribourg Genève Jura Neuchâtel (SAVI) Valais Vaud
ACT 212	Centre de conseil et formation	
Fri-Santé	Femmes (<i>prostitution</i>) <i>Conseils</i>	Fribourg
Solidarité Femmes	Femmes <i>Informier et soutenir</i>	Fribourg Neuchâtel
Aspasie	Femmes <i>Hébergement, conseil</i>	Genève
Association Pluriel	<i>Accompagnement psychologique</i>	
Au Cœur des Grottes	Femmes et enfants <i>Hébergement, accompagnement.</i>	
Centre Social Protestant	<i>Suivi juridique spécialisé</i>	
Service de protection des mineurs Spmi	Enfants	
Service de protection de l'adulte et de l'enfant (Spaj)	Enfants et Adultes	Neuchâtel
Autorité de protection de l'adulte et de l'enfant APEA	Enfants	Valais Jura
Astree	Femmes Hébergement et conseil	Vaud
Fleur de Pavé	Femmes et hommes <i>Conseils</i>	
Service protection de la jeunesse SPJ	Enfants	Vaud Fribourg
FIZ Makasi	Femmes <i>Conseil et assistance</i>	Zurich

Annexe 6 : Liste de la coalition et des membres participant à la campagne Euro 08

Coalition	Membres collectifs
alliance F	Aktion 8
Amnesty International (AI), section suisse	März Basel-Stadt
Armée du salut	ADF- Association suisse pour les droits des femmes
cfd – ONG féministe pour la paix	Antenna MayDay Lugano
la Conférence suisse des déléguées à l'égalité	Arbeitskreis für Zeitfragen Biel
Conseil œcuménique des églises	Arbeitskreis tourismus und entwicklung
EPER – Entraide Protestante suisse	CASTAGNA Zurich
Fédération suisse des femmes catholiques	Colonia Libera Italiana di Basilea
Femmes socialistes suisses	Comedia – Le syndicat des médias
FIZ – Centre d'information pour les femmes d'Afrique, d'Asie, d'Amérique latine et d'Europe de l'Est	Fédération des femmes catholiques Zurich
FPS – Femmes Protestantes en Suisse	Fédération suisse des femmes catholique-chrétiennes
maenner.ch, association faîtière des organisations d'hommes et de pères	Femmes de Paix autour du Monde
mission 21	Femmes Juristes Suisse
Mission chrétienne pour les pays de l'est	Femmes du SEV
ONG Coordination après Pekin Suisse	Femmes pour la paix suisse
OSEO – Œuvre suisse d'entraide ouvrière	Fondation Emilie Gourd
Service spécialisé ECPAT Switzerland de l'Association suisse pour la Protection de l'Enfant	FrauenKirche Zentralschweiz
Suzanne Mubarak Women's International Peace Movement - SMWIPM	Frauenzentrale BE
Swissaid	FSB Frauenseminar Bodensee GmbH
Terre des femmes suisse	Jeunes vert-es
terre des hommes schweiz	Junge Alternative JA !
Unia - le syndicat	Kickoff2008
Comité nationale pour UNIFEM, Suisse/Liechtenstein	Mitternachtsmission Basel
Union Suisse des Organisations de Femmes Juives	Ökumenisches Aidsfarramt beider Basel
World Vision Suisse	Primis Ticino
	Proitera
	RomeroHaus Luzern

	Stiftung Frauenhaus Zürich
	Tanzleila
	Verein IG Sozialhilfe
	Les Verts

Annexe 7 : Liste de contrôle concernant l'identification des victimes de la traite d'êtres humains

Source :

<https://www.sem.admin.ch/dam/data/sem/rechtsgrundlagen/weisungen/auslaender/ohne-erwerb/checkliste-opfer-menschenhandel-f.pdf>

2. Liste de contrôle concernant l'identification des victimes de la traite d'êtres humains

Pourquoi une liste de contrôle?

Les victimes de la traite d'êtres humains ne se définissent que rarement comme telles. Cette liste de contrôle devrait aider les collaborateurs de la police, des autorités de poursuite pénale ainsi que ceux des organismes publics et privés d'aide aux victimes à identifier ces dernières. Les éléments proposés sont donc des indicateurs souvent signalés dans les cas de traite d'êtres humains. La présence d'un indice ne signifie pas forcément qu'il s'agit de traite d'êtres humains. En revanche, la présence de plusieurs indices devrait éveiller les soupçons et le cas devrait alors être examiné en détail. Souvent, la difficulté réside dans le fait que les victimes ne sont pas disposées à déposer et refusent de répondre aux questions relatives aux faits, ces dernières réveillant les traumatismes subis.

A) Constatations lors du premier contact avec l'éventuelle victime

	OUI	NON
- Ne possède ni documents d'identité ni documents de voyage ou n'en possède qu'une partie. Ou: les documents ont été confisqués par l'employeur/le souteneur.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
- Documents d'identité faux ou falsifiés, obtenus probablement par une personne tierce	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
- Pas ou peu de moyens financiers, garde-robe modeste	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
- La personne est limitée dans sa liberté de mouvement. Elle se tient ou est tenue à l'écart des autres collaborateurs. Une personne "chargée de sa protection" lui est imposée.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
- Traces de mauvais traitements	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
- La personne est nerveuse, apeurée, méfiante, peu loquace.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
- La personne ne connaît ni le lieu où elle se trouve ni la langue qu'on y parle.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
- Impression que les propos de la personne lui ont été dictés par son employeur.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

B) Résultats découlant d'auditions, de documents, d'enquêtes

<i>Situation de la personne dans son pays d'origine:</i>	OUI	NON
- Situation socio-économique difficile et absence de perspectives dans le pays d'origine. La famille est fortement dépendante des revenus de la personne concernée.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
- La personne a été recrutée dans le pays d'origine par le biais d'une annonce et a reçu une proposition de travail en Suisse. Les promesses de travail ne correspondent pas aux conditions de travail et de vie dans le pays de destination.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
- Un permis de travail a été promis à la personne, mais n'a, sous un quelconque prétexte, jamais été donné.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

<i>Modalités de l'entrée en Suisse:</i>	OUI	NON
- Les documents de voyage, en particulier le passeport, ont été obtenus par le recruteur. Dans certains cas, il s'agit de falsifications.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
- Une personne tierce a organisé le voyage, obtenu le visa et, le cas échéant, trouvé une personne se portant garante. Selon les circonstances, la victime a été accompagnée à l'ambassade par le recruteur pour obtenir un visa.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
- La demande de visa d'entrée a été déposée par une personne se portant souvent garante pour ce genre de démarche ou déposant souvent une demande de visa pour des personnes auxquelles elle n'est pas liée.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
- Ou: un permis de travail pour danseuse de cabaret a été obtenu (permis L). Mais la personne concernée s'est vu demander par la suite d'autres montants importants, liés au transfert et réclamés grâce à différents moyens de pression.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
- Le transfert en Suisse a été organisé par des personnes tierces.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
- La personne concernée a voyagé accompagnée. Les accompagnants ont pris en charge le paiement des chauffeurs et ont donné des instructions relatives au comportement à adopter au franchissement des frontières.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

<i>Situation de travail:</i>	OUI	NON
- La personne est surveillée et dispose d'une liberté de mouvement limitée. Il lui est interdit de nouer ou d'approfondir de propres contacts sociaux, ou elle ne peut le faire que dans une mesure limitée.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
- Horaires de travail exagérés. La personne doit travailler dans toutes les conditions (elle est par exemple tenue de recommencer à travailler tout de suite après une maladie ou une interruption de grossesse).	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
- La personne ne peut pas résilier ses rapports de travail.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
- La personne n'a pas ou presque pas accès aux soins médicaux.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
- La personne est sous l'influence de la drogue. Les stupéfiants lui sont fournis par son employeur.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Situations typiques d'exploitation sexuelle ou de prostitution

- | | | |
|--|--------------------------|--------------------------|
| - La personne n'était pas au courant qu'elle serait employée aux fins de prostitution. | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| - Ou: la personne était au courant qu'elle serait employée aux fins de prostitution, mais ne soupçonnait pas les conditions d'exploitation dans lesquelles elle devrait mener ses activités. | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| - La personne n'a pas le droit de refuser certains clients ou certaines pratiques. | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| - La personne doit souvent changer de lieu de travail. | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |

Modalités de paiement:

- | | OUI | NON |
|--|--------------------------|--------------------------|
| - La personne ne reçoit pas de salaire ou en reçoit un, mais très modeste. | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| - Ou: la personne ne peut pas disposer de ses revenus, entre autres pour les raisons suivantes: | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| - La personne doit rembourser des dettes importantes liées au voyage ou au transfert (servitude pour dettes) avant de pouvoir avoir le contrôle de ses propres revenus. | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| - Elle doit verser un montant quotidien ou hebdomadaire minimum fixe avant de pouvoir disposer de ses revenus. | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| - Elle doit fournir une part exagérée de ses revenus à l'employeur, à l'intermédiaire, au souteneur ou à d'autres personnes. | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| - Un certain pourcentage des revenus est versé à des tiers. L'employeur, l'intermédiaire ou le souteneur a payé un montant pour la personne, que cette dernière doit rembourser. | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| - L'insoumission est punie par un prélèvement d'amendes ou par une retenue sur le revenu. | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |

<i>Violence/menaces:</i>	OUI	NON
- La personne subit des actes de violence sexuelle, physique ou psychique.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
- La personne ou ses proches (dans le pays d'origine) est menacée de violence.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
- La personne est menacée par ses bourreaux de plainte, d'arrestation ou d'expulsion pour ne pas posséder d'autorisation de séjour ou de permis de travail.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
- La personne est menacée de lourdes conséquences si elle s'avise de porter plainte.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
- Les auteurs se targuent de prétendus bons contacts avec les autorités.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Source: document élaboré par le groupe de travail "Traite d'êtres humains" du SCOTT, en collaboration avec des représentants des organes suivants: le FIZ, la Police des étrangers de la ville de Berne, la Police judiciaire fédérale, la Police cantonale tessinoise, le Bureau fédéral de l'égalité entre femmes et hommes.
Direction: bureau de direction du SCOTT

Annexe 8 : Grille d'entretien

Questions principales	Questions secondaires	Autres questions
Avez-vous déjà rencontré des cas de victimes de traite d'êtres humains ?	Comment avez-vous procédé pour les identifier ? (méthodes, outils)	
Si ce ne sont pas des travailleurs sociaux qui identifient les victimes de TEH, qui sont ces professionnels ?	Pour quelle raison ce sont ces professionnels qui identifient les victimes de TEH ? En quoi consiste les activités des travailleurs sociaux dans votre organisation ?	Quels sont les membres avec qui vous collaborez pour identifier une victime de traite ?
Avez-vous reçu une formation spécifique en lien avec la TEH ?	Si oui, quelle formation ? Est-ce obligatoire ?	
Est-ce que vous utilisez un outil spécifique/une méthode pour identifier les victimes de TEH ?	Si oui, quel outil ou méthode utilisez-vous ?	
	En quoi consiste cette méthode ?	
	Connaissez-vous l'outil competo ? Est-ce que vous l'utilisez ? Qu'en pensez-vous de cet outil dans la	
	Connaissez-vous les lignes directrices d'EuroTraffGuid ? Est-ce que vous les utilisez ? Qu'en pensez-vous de cet outil dans la pratique ?	
Quels sont les éléments importants à tenir en compte pour identifier une victime de TEH ?	Que faites vous avec ces éléments importants ?	Lorsque vous soupçonnez qu'une personne est victime de traite d'êtres humains, que faites-vous ?
	Que faites vous une fois que les personnes sont identifiées comme victimes de TEH ?	
	En quoi consiste l'accompagnement après une détection positive de la victime en tant que victime de TEH ?	
Quels enjeux rencontrez-vous dans votre pratique concernant l'identification et l'accompagnement des victimes de TEH ?	Comment faites vous pour gagner la confiance d'une victime ?	Comment encouragez-vous une victime de traite d'êtres humains à sortir de cette situation ?
	Comment faites-vous pour qu'une victime s'annonce et soit prête à dénoncer cette infraction ?	A votre avis, qu'est-ce qui pourrait être mis en place afin de diminuer ces différents enjeux ?

Annexe 9 : Certificat de consentement

Certificat de consentement

_____, atteste que M. Stefan Xavier Oliveira Pinho m'a informé par ce présent certificat de consentement de(s) :

- Buts de sa recherche ;
- L'identité des responsables de la recherche et des institutions pour lesquelles il travaille ;
- Méthodes de recueil de données ;
- Précautions prises pour respecter le caractère confidentiel de certaines données et l'anonymat des personnes, voire des institutions.

J'atteste également de mon libre consentement à participer à cette recherche :

- Je suis informé-e des points susmentionnés ;
- J'ai personnellement décidé d'y participer, sans pression des chercheurs ou de leur hiérarchie professionnelle ;
- Je suis libre de me rétracter à tout moment ;
- Un refus de ma part ou un retrait n'entraînera aucune conséquence fâcheuse pour moi-même.

Stefan Xavier Oliveira Pinho

Annexe 10 : Certificat de confidentialité

Certificat de confidentialité

Par ce certificat de confidentialité, Stefan Xavier Oliveira Pinho, étudiant à la Haute École de Travail Social à Sierre, atteste s'engager à respecter la Loi fédérale du 19 juin 1992 sur la protection des données (LPD).

J'assure par ce document, la confidentialité de toutes les données, informations et renseignements dont j'ai pris connaissance dans le cadre de cet entretien individuel concernant mon travail de Bachelor.

L'enregistrement audio de cet entretien est destiné uniquement à la retranscription des données obtenues. Une fois mon travail de recherche terminé et validé, l'enregistrement et les retranscriptions seront détruites.

Toutes les données seront utilisées de manière anonyme afin que l'interrogé-e ne soit pas reconnu-e.

Je m'engage également à transmettre un exemplaire de mon travail de Bachelor à la personne interrogée en tout temps, si elle en formule la demande.

Date :

Stefan Xavier Oliveira Pinho
